

BIORÉGION

POUR UNE ÉCOLOGIE
POLITIQUE VIVANTE

Auteur.e.s : Maële Giard, Raphaël Lhomme, Guillaume Faburel
Pour le *Réseau des Territorialistes*
Photos : Raphaël Lhomme
Artiste de la Couverture : Hiroo Isono

SOMMAIRE

PRÉAMBULE : POURQUOI FAUDRAIT-IL PENSER DE NOUVEAUX TERRITOIRES ÉCOLOGIQUES ?	4
BIORÉGION : LORSQUE L'EXPÉRIENCE FAIT ENCORE SENS	5
1. A LA RECHERCHE DES TERRITOIRES PERTINENTS POUR SAUVER LE VIVANT : EXPÉRIENCES FRANÇAISES ET DÉTOURNEMENTS INSTITUTIONNELS	6
1.1 UN ESSOR FRANÇAIS TRÈS RÉCENT, NON SANS QUESTIONNEMENT	7
1.2 DES MAILLES GÉOGRAPHIQUES PERTINENTES D'ORES ET DÉJÀ EXISTANTES ?	11
2. EXPÉRIENCES INTERNATIONALES : DE LA POSTURE RÉFORMISTE À LA POSITION RADICALE, DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE À L'ÉCOLOGIE PROFONDE	17
2.1 LE TERRITORIALISME ITALIEN : RÉFORMER L'URBANISATION DU MONDE	18
2.2 L'EXPÉRIENCE NORD-AMÉRICAINE : DÉSURBANISER RADICALEMENT LA TERRE	20
3. L'ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA BIORÉGION : SÉCESSIONNISTE ET AUTONOMISTE	25
3.1 FAIRE SÉCESSION DES ETATS-NATION ET DE LA MÉTROPOLISATION PAR RELOCALISATION DE LA COMMUNAUTÉ GÉOGRAPHIQUE	26
3.2 FAIRE AUTONOMIE DES ETATS-NATION ET DE LA MÉTROPOLISATION PAR LA RELOCALISATION DANS LA COMMUNAUTÉ POLITIQUE	30
4. LA BIORÉGION OU LA CONSTRUCTION D'UN MONDE VIVANT POST-URBAIN	36
4.1. LUTTER POUR LE VIVANT (ET NOTRE SURVIE DEDANS)	37
4.2 VERS UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE RADICALE POUR UNE PENSÉE BIORÉGIONALE	38
4.3. LA COMMUNAUTÉ BIOTIQUE COMME PROGRAMMATIQUE BIORÉGIONALISTE	39
4.4 L'ÉCOFÉMINISME ET SA PORTÉE BIORÉGIONALISTE	41
BIBLIOGRAPHIE	43

PRÉAMBULE : POURQUOI FAUDRAIT-IL PENSER DE NOUVEAUX TERRITOIRES ÉCOLOGIQUES ?

Biorégion, Biorégion, Biorégion... voilà ce que serait le nouveau mantra ! Depuis les mouvements de l'alternative radicale jusqu'aux courants de l'environnementalisme gestionnaire, depuis les mondes de la recherche jusqu'aux métiers de l'action territoriale, le terme est dorénavant sur toutes les lèvres, paré de toutes les vertus, écologiques et politiques, sociales et culturelles. Pour preuve, la place qu'occupe cette notion dans les programmes de la « campagne » électorale des régionales 2021, avec, en guise de nouveautés des propositions de périmètres redessinés, des formes d'action écologique se disant renouvelées...

Mais pourquoi cette passion soudaine pour une notion somme toute ancienne ? Pourquoi un tel enthousiasme hexagonal lorsque quiconque regardant une carte institutionnelle se dit que notre « mille-feuilles » territorial a déjà belle épaisseur ? La raison principale est à trouver dans le caractère clairement anti-écologique et non-démocratique de cette organisation territoriale, qui plus est depuis son tournant néolibéral. Grosseur et démesure y sont de mise, entre intercommunalités XXL (min. 15 000 habitants) et labels métropolitains, entre Méga-Régions et capitales territoriales. Le tout sous couvert d'attractivité et agrémenté, bien sûr, de quelques périmètres visant la sanctuarisation de la nature sur le temps long - pour mieux lâcher les chevaux sur le reste - et, dans le temps court, de la logorrhée du ruissèlement métropolitain avec les prétendues interdépendances villes-campagnes et leurs concepts marketing du moment (« *campagnes urbaines* », « *villes-forêt* »...).

La biorégion profite certes d'un succès d'estime, mais ce, comme nous le verrons, souvent au prix d'une allégeance à un dogme urbano-mondialiste qui fait du développement infrastructurel et financier de l'entrepreneuriat urbain et de l'illimité colonial de la mégamachine sur les espaces et les espèces sa seule ligne de conduite, son seul imaginaire. Triomphant, il va sans dire. Surtout pour nos vies. Comme cela est vanté à longueur de journée par les institutions dans la connivence des savoirs installés (géographes, sociologues, politistes), et comme cela est soutenu sans discontinuer depuis maintenant plusieurs décennies par toutes les politiques gouvernementales : croissance et concurrence. On a peine à croire que ce régime à la fois économique et politique de grosseur a les vertus démocratiques de l'auto-détermination populaire et les vertus écologiques de la mesure et du soin du vivant. Nous assistons en fait à une dépossession accélérée de nos puissances et à une destruction inconséquente de nos habitats.

Dès lors, si les territoires du capitalisme d'Etat et de la mondialisation urbaine arrachent l'espèce humaine de la terre et de son ancrage dans la communauté biotique, les biorégions peuvent-elles représenter une alternative radicale ? Si la métropolisation applique l'uniforme écocidaire aux formes de vie écologique, sociale et culturelle, la biorégion ouvre-t-elle une voie de sortie de l'ordre institutionnel, territorialement anti-écologique et anti-démocratique ? Ceci ne peut se faire sans un peu de clairvoyance, donc sans quelques vigilances. C'est l'objet de ce document du Réseau français des territorialistes.

Après avoir présenté, en guise de mise en bouche, la biorégion dans son sens historique, certainement encore le plus pertinent ce jour, nous proposons une analyse des applications biorégionales en France ainsi que de dispositifs spatiaux d'ores et déjà existants pouvant s'en rapprocher (1.). Puis, nous opérons de même mais sur la base d'expériences étrangères se disant souvent plus engagées, non sans quelques faux-semblants (2.). Pour alors dessiner les contours d'une pensée biorégionale à la fois sécessionniste et autonomiste des Etats-Nations et de la métropolisation, par le confédéralisme autogestionnaire et une écologie sociale réellement ancrée dans le vivant (3), un anarchisme éco-féministe (4).



BIORÉGION : LORSQUE L'EXPÉRIENCE FAIT ENCORE SENS

C'est dans l'étymologie que nous pouvons trouver la définition à la fois la plus simple et la plus pertinente de la notion de biorégion - sachant bien qu'il n'existe pas « une » conception universelle mais une multitude d'acceptions du terme. Ainsi, - bio vient du grec « forme de vie » et - région du latin « territoire régulé ». En somme, il s'agit d' « *un territoire de vie, un lieu défini par ses formes de vie, ses topographies et son biote plutôt que par des diktats humains ; une région gouvernée par la nature et non par la législation humaine* » (Sale, 1985, trad. Rollot et Weil, 2020 : 77).

Par cette acception, la biorégion poursuit trois desseins majeurs, totalement articulés : 1/ la réhabilitation de la terre et 2/ la relocalisation de nos vies pour 3/ refaire autonomie.

La première suppose un changement profond de nos rapports au monde. Il n'est plus question de considérer la nature comme une ressource exploitable, mais bien de prendre la mesure de son caractère vivant et de faire corps avec elle. Pour Sale, « *Nous devons essayer de nous considérer comme participants, intégrés à, et non comme maîtres de la communauté biotique* » (op.cit. : 76). C'est en reprenant place au sein de la communauté biotique qu'il devient possible de dessiner les limites écologiques des espaces de vie, selon les principes de l'écologie profonde. Relocaliser nos existences suppose dès lors de rompre avec l'imaginaire de la masse et de la « grandeur », de la concentration et de la polarisation, pour un réattachement aux milieux écologiques. Ce n'est donc plus l'espèce humaine qui crée artificiellement les territoires d'intervention mais bien les caractéristiques naturelles qui fondent, par les communautés biotiques qui les habitent, les limites d'un espace biorégional. Et, par cet habiter écologique de la terre et la relocalisation des vies, il s'agit de retrouver un peu de décence et d'humilité, en faisant autonomie, alimentaire ou énergétique, mais plus encore politique. De la déconcentration à la décentralisation, de l'autodétermination à l'autogestion.

Comme toutes les grandes idées, celle-ci possède sa propre histoire, de laquelle elle ne saurait se dessaisir, et dont nous devons témoigner ici. La notion de biorégion est apparue en Amérique du Nord au début des années 1970 sous la plume de l'éco-anarchiste Peter Berg après sa rencontre avec l'écologiste Raymond Dasmann. C'est au sein de l'association *Planet Drum Foundation*, animée par ces deux auteurs ainsi que par Judy Goldhalf, que le mouvement biorégionaliste prend de l'ampleur. Cette notion arrive plus tardivement dans le monde académique par l'écologiste William Rees, et surtout son étudiant Doug Aberley, qui y consacra en 1985 son mémoire de master, puis réalisa plusieurs travaux autour des méthodes de cartographie biorégionaliste. Cette même année paraît *Dwellers in the land* de Kirkpatrick Sale (trad. Rollot et Weil en 2020 sous le titre *L'art d'habiter la Terre*) qui constitue un ouvrage de référence. Il diffuse largement la pensée biorégionaliste et aide à faire connaître le mouvement outre-Atlantique.

Le contexte Nord-américain des années 1970-80 est propice à cette émergence. Les États-Unis y connaissent une multiplication de contestations et luttes sur des thèmes aussi variées que le nucléaire ou la militarisation en passant par l'oppression des femmes ou encore la ségrégation des Africains-américains. C'est aussi une période active dans la prise de conscience de la dégradation de l'environnement, notamment par les ouvrages de Rachel Carson *Printemps silencieux* (1962) ou de Murray Bookchin *Notre environnement synthétique*. (1962). Tout ceci s'accompagne de l'essor de spiritualités et par la redécouverte des anciennes cultures amérindiennes mais aussi de l'émergence de la contre-culture hippie ainsi que du développement du mouvement éco-féministe, qui ont justement pour dénominateur commun de mettre la nature au cœur de leurs pensées pratiques.

**1. A LA RECHERCHE DES
TERRITOIRES PERTINENTS POUR
SAUVER LE VIVANT :
EXPÉRIENCES FRANÇAISES ET
DÉTOURNEMENTS
INSTITUTIONNELS**



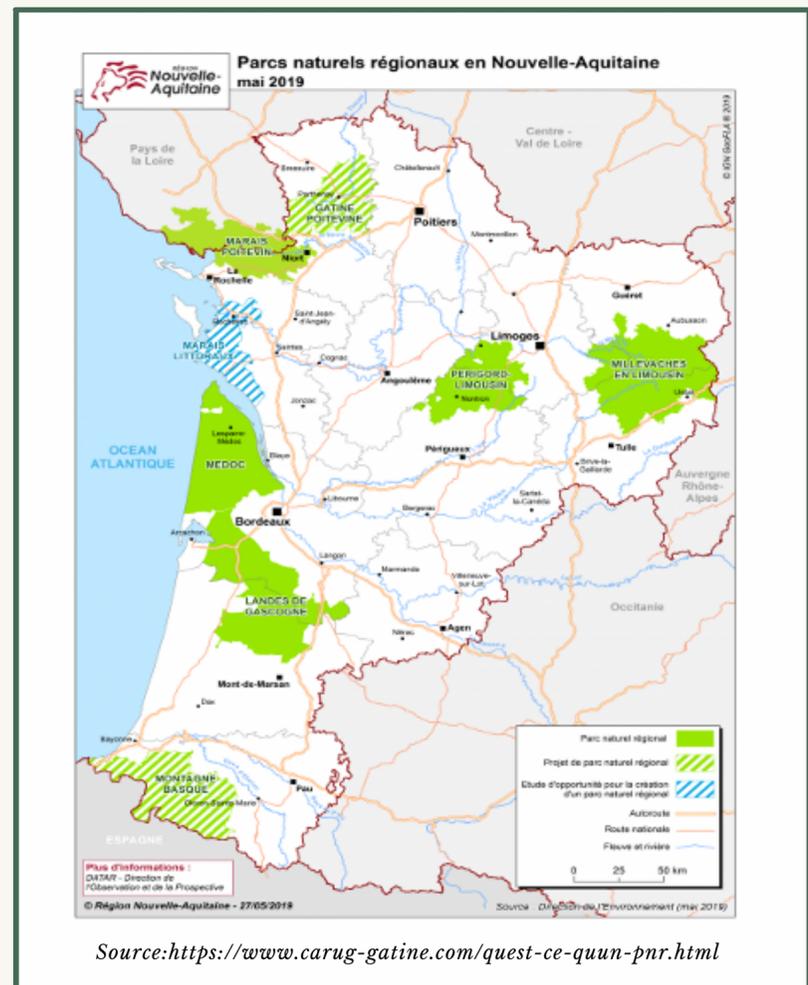
1.1 UN ESSOR FRANÇAIS TRÈS RÉCENT, NON SANS QUESTIONNEMENT

*L'EXPÉRIMENTATION BIORÉGIONALE DE LA GIRONDE, OU S'ADAPTER
À LA MÉTROPOLISATION SANS PRENDRE EN COMPTE LES
HABITANT.E.S*

C'est en Aquitaine, entre 2012 et 2015, que la première initiative biorégionale est officiellement menée. Inscrite dans une démarche de planification entre plusieurs Schémas de Cohérence Territoriale, elle est portée par le Département de la Gironde, en collaboration avec le Pays Médoc, le Parc Naturel régional des Landes de Gascogne, le Syndicat Mixte de l'Aire Métropolitaine Bordelaise. C'est sous la forme d'une démarche de recherche associant l'Université Bordeaux Montaigne et l'Università degli studi di Firenze (celle du courant des Territorialistes italiens, *infra*) que le projet a trouvé à se déployer dans le but de repenser l'équilibre entre le développement rapide de la métropole bordelaise et les espaces ruraux, pour certains sensibles au mitage accéléré ou, plus loin, à un déclin annoncé.

La stratégie a été double : d'une part, impliquer certain.e.s acteur.ice.s (collectivités, institutions locales, services de l'Etat...) du territoire dans la définition des enjeux propres au périmètre officiellement délimité, puis dans la préconisation de solutions autour de la valorisation du territoire aquitain ; et d'autre part, investir à cette fin les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ainsi que des parcs urbains (ex : Parc intercommunal des Jalles, en lisière métropolitaine), appréhendés comme des espaces stratégiques pour les enjeux écologiques à l'échelle intercommunale et départementale.

Si le projet semble être valorisable et se présente comme une « avancée écologique », il n'est pourtant pas possible de parler de réussite – mais bien plutôt de contre-exemple, voire de duperie. Ne nous y trompons pas, dans la veine qui plus est très affadie de la pensée territorialiste italienne (*infra*), cette démarche dite de recherche s'est finalement révélée être un



projet technico-institutionnel de gestion territoriale, au service d'une adaptation aux logiques infrastructurelles de l'urbanisation métropolitaine incontrôlée. À travers la mise en place de cette stratégie dite nouvelle du territoire, l'objectif a bien été une valorisation économique et sociale du « patrimoine naturel » aquitain. Et sous couvert d'incarner et d'ancrer les grands enjeux européens de protection du territoire et de restauration des ressources, les résultats n'ont été que dans le sens du développement capitaliste de la région, ne permettant d'aucune manière d'accéder à plus de résilience et plus encore à une quelconque autonomie. Il s'est juste agi d'appliquer et donc décliner localement le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), et ainsi de continuer à faire de l'environnement un argument d'attraction et non d'interroger l'écologie même des habitats que les vortex métropolitains sont en train de créer. Tout ceci, bien évidemment, sans à aucun moment se rapprocher des premier.e.s concerné.e.s : les habitant.e.s.

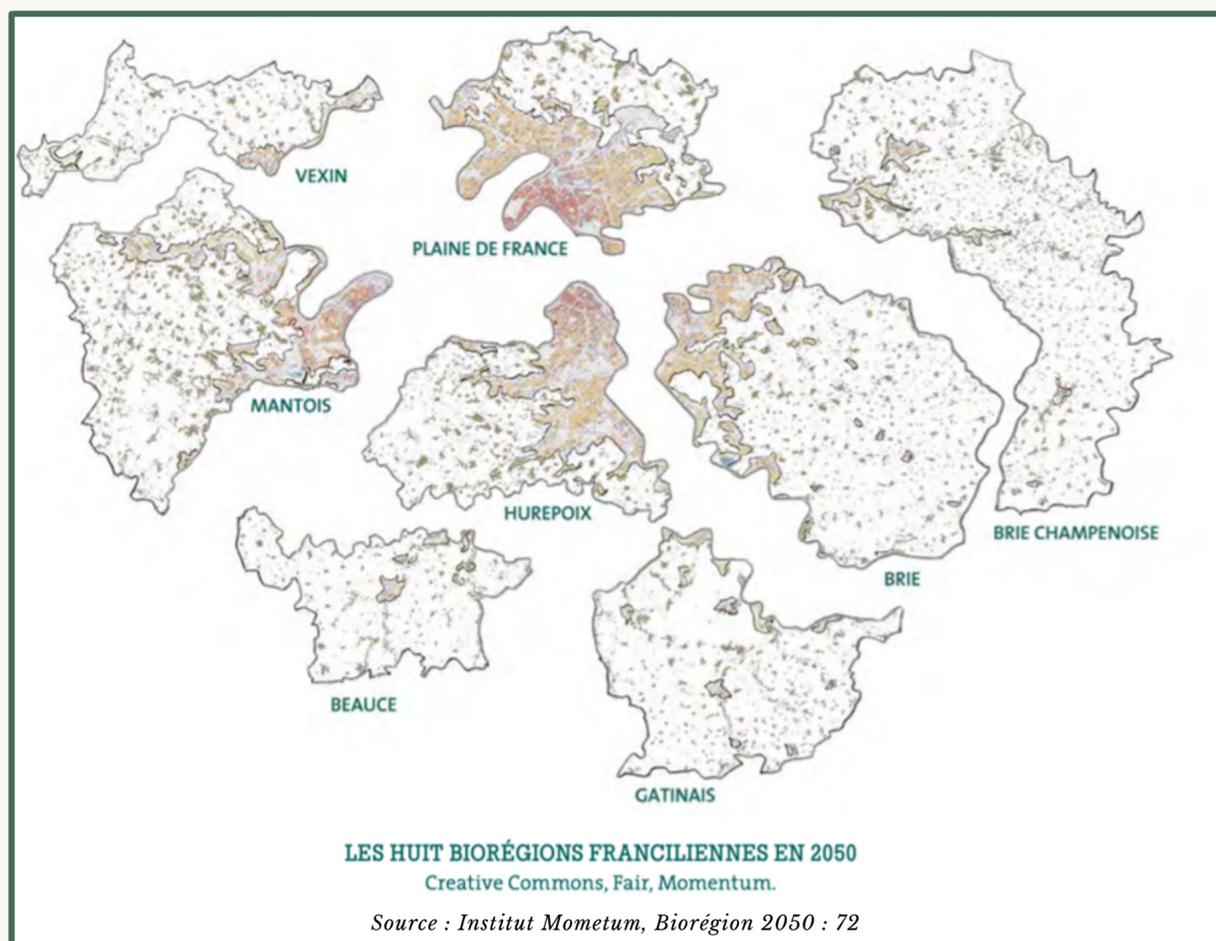
Il nous semble que de ce type de démarche ressort, ici comme ailleurs, toute une symptomatologie, tout un agencement de conditions politiques réelles faisant inéluctablement dériver un désir (probablement sincère) de résilience en un outil de valorisation capitaliste. À l'origine, des acteurs territoriaux, toujours sous le contrôle des directives d'Etat, initient conjointement la production d'une biorégion. Ces acteurs vont-ils travailler en mettant de côté l'intérêt de l'Etat (soit l'intérêt du monde, tant l'Etat est tout, partout) ? Non. Comment ? Par la technicité affichée du projet, par les savoirs spécialisés construits pour perpétuer l'ordre établi. Nulle part il n'est donc question de tout ce qu'il y a de politique, *de potentiellement révolutionnaire dans l'appréhension de la biosphère comme élément fondamental de l'organisation de la vie en commun*, la mise en question des fonctions sacerdotales délimitant le troupeau-homme au sein d'un pays. Il n'y a dans la demeure que politiques et ingénieurs, entourant les plans des parcs ; que faudrait-il d'autre ? Voilà là la démonstration, si besoin était, de l'identité des processus de pouvoir et de la modification du territoire.

Car c'est bien de deux faces d'une même pièce que nous parlons – la métropolisation néolibérale. Cette dernière doit être considérée : « (...) *comme un fait social total, organisant les fondements économiques (par l'inscription dans un dynamique de compétition globalisée), géographiques (par l'instauration de régimes d'attractivité différenciée) et politiques (à travers la repolarisation des pouvoirs) de la surmodernité néolibérale.* » (Faburel, 2019 : 22-23). Or le fait social, devenu Golem monstrueux, devient notre seul horizon à combattre – et c'est là la posture du Collectif Conseil Nocturne, qui en 2019 écrivait : « *Dépourvu à présent de tout centre qui restreindrait sa tendance compulsive à coloniser de manière extensive chaque recoin de la Terre, le pouvoir a fini par se confondre avec l'environnement même.. Les mégaprojets d'infrastructures, les plans urbanistiques d'em-*

-bellissement, l'expansion irrésistible des dispositifs de contrôle (...) sont quelques-unes des formes d'application d'un même programme global de métropolisation. » (Conseil Nocturne, 2019 : 11) C'est donc du fait de ce contexte dans lequel « *La métropole mondiale intégrée (...), est le nouveau nomos biopolitique de la planète.* » (Ibid. : 30) qu'il est juste impossible de trouver une remise en cause fondamentale des grandes décisions urbaines, et que la biorégion s'affirme comme énième extension « scientifique » de la gouvernementalité.

*L'EXPÉRIMENTATION
BIORÉGIONALE DE LA GIRONDE,
OU S'ADAPTER À LA
MÉTROPOLISATION SANS
PRENDRE EN COMPTE LES
HABITANT.E.S*

Dans un tout autre registre, un terrain théorique, à ce jour fertile dans le champ de l'écologie politique, s'est retrouvé investi récemment par la notion de biorégion : la pensée de l'effondrement. La thèse initiale de cette pensée que l'on appelle par ailleurs « collapsologie » soutient que les sacrifices monstrueux qu'a impliqués le développement de l'humanité ne pourront se résoudre logiquement que dans l'implosion civilisationnelle. C'est dans ce cadre de pensée que l'Institut Momentum a produit en 2019, pour le Forum Vies Mobiles (SNCF), un rapport intitulé *Biorégion 2050. L'île-de-France après l'effondrement*, publié aux éditions Wild-Project (Cochet, Sinaï, Thévard, 2020). À quoi ressemblerait Paris après l'effondrement ? Comment le grand territoire pourrait-il s'organiser ? L'agglomération serait-elle capable d'être autonome, résiliente ? Et à quel prix humains, sociaux et écologiques ? Voici quelques questions d'entrée.



Le questionnement n'a donc pas été, comme le cas de Bordeaux (et comme d'ailleurs la quasi-totalité des grandes villes de ce jour), « Comment rendre nos métropoles plus résilientes ? » mais, de manière bien plus pertinente, « Comment sortir de la forme métropolitaine pour construire la résilience territoriale ? ». La démarche proposée repose sur une « *analyse rétrospective normative* », ou « *backstacking* », qui consiste à projeter le monde nécessaire, puis faire chemin inverse, du futur au présent, pour connaître les choix à réaliser et les positions à atteindre et à défendre face à la descente énergétique, aux dépendances alimentaires ou encore aux chaînes de mobilité. Et de cette démarche naquit une position :

« Notre vision est celle d'une Ecopolis, une ville formée de villages qui surgit de la dissolution des agglomérations périphériques métropolitaines, désormais intégrées à des parcs agricoles urbains. Dans cette vision, la ville est engendrée par son territoire. Elle est régénérée par sa biorégion. Ses mobilités sont inscrites dans les biorythmes des êtres vivants, et sont liées à la disponibilité des énergies, intermittentes. En hiver, la population est invitée à ralentir pour respecter la pause de l'hibernation. Une culture de la limite et de la déconnexion est promue. L'économie est relationnelle, organisée autour de l'auto-reproductibilité du territoire » (op. cit. : 80).

Et, pour défendre cet horizon, deux mouvements alternent : d'une part une fragmentation du territoire en huit biorégions, et d'autre part une réorganisation des modes de vie et d'habiter autour au sein de ces biorégions.

Plus spécifiquement, les huit biorégions se construiraient autour de bassins de subsistance. Ces bassins permettent de penser des formes renouvelées de vie en se concentrant par focalisation locale sur la résilience (3 kms autour de chez soi). C'est en percevant l'ensemble de la vie sociale comme flux avec entrées (besoins) et sorties (déchets) qu'est pensée l'autonomie des communautés humaines, avec une empreinte écologique dite soutenable. Tout ceci venant rompre avec les réseaux mondialisés d'approvisionnements (dont l'empreinte écologique est, elle, insoutenable) et la surspécialisation des territoires (puisque chaque territoire devra être plus autonome, donc donner accès à un réseau, en interne, d'acteur·ice·s plus en maîtrise de leurs dépendances).

Aussi stimulant soit ce travail a priori, aussi appuyé qu'il soit sur des données techniques sur les systèmes économiques locaux et les ressources énergétiques disponibles, il souffre indéniablement de lacunes. La première étant de privilégier des centralités urbaines périphériques ...

... déjà existantes, largement insérées dans le fonctionnement métropolitain de la région capitale. Plus encore, cette pensée de la fragmentation fonctionnelle depuis le centre, et non du démantèlement existentiel du cœur battant en chacun.e d'entre nous, laisse de côté les conditions politiques de l'effondrement métropolitain. Ce sont donc les modalités non moins politiques de préfiguration et d'organisation démocratique de l'autonomie de vie des communautés dont il s'agit ici, enfin débarrassées des imaginaires aménagistes de la fabrication de l'habiter.

C'est là peut-être que nous avons à nous faire plus sévère, que malgré la sympathie on ne peut ignorer que la thèse prête le flanc. Car l'effondrement est une hypothèse conjecturale : celle de la fin des conventions humaines du capitalisme thermo-industriel. Or, penser un monde déjà effondré, déjà débarrassé des conditions actuelles problématiques et des violences capitalistes, ne permet que de s'offrir pour matière un monde vierge, un monde qui s'ouvre à l'imagination. Autrement dit, on peut, grâce à l'effondrement, s'épargner de penser la mutation politique d'un monde partout dans les fers. Par quel miracle écologique et politique ce dessein pourrait-il advenir sans organisations ni décisions, sans relations de puissance et prises d'auto-détermination, sans questionnements des pratiques encastrées en chacun.e et sans décolonisation des imaginaires y ayant conduit ? On ne cesse donc de fixer une éternité idéalisée toujours à venir, selon un vieux paradigme cher aux tenants de l'institution des savoirs, qui veut que la promesse d'un demain élyséen soit l'outil performatif permettant de faire l'économie des processus superstructurels et matériels très actuels qui inhibent ou empêchent les devenirs justement révolutionnaires de s'incarner.

Et nous touchons là un point central de la critique, une nécessité absolue pour repenser la vie commune. Car si, en ce qui nous concerne, nous adhérons à ce constat politique (spécifions : cette pensée de l'humanité prise à défaut du vivant, prise aussi à défaut de ses propres

catégories de vie et de pensée), nous voulons par ailleurs mettre en lumière comment la pensée de l'effondrement est atteinte, parasitée par l'urbain. Car il est vrai que la quasi-totalité de la pensée politique est prise et recluse au sein de *cette polis* même. C'est que la pensée n'habite pas n'importe où : elle est esclave d'un processus d'existence mêlant production, circulation et appropriation de savoirs, circuit urbain s'il en est. La pensée est orpheline si elle ne trouve pas un lieu, toujours de près ou de loin urbain, pour circuler (universités et grandes écoles, éditions, médias de masse, « pensée » twitter...). La pensée en vient alors à s'élaborer à l'angle de grands bâtiments voûtés, cachant l'horizon, côtoyant des ruelles plus étroites, plus sordides ; bref, la pensée ne s'échappe jamais de conditions politiques et sociales singulièrement à l'opposé de ce que nous souhaitons, à savoir une pensée désurbanisée, autonome - ou peut être plus humblement compatible avec la vie.

À ce titre, nous ne pouvons plus nous atteler si innocemment à ces imaginaires épicuriens - qu'un coup de main technoscientifique rendrait plausible et souhaitable - mais au contraire partir, déterritorialiser la pensée, de Paris, des métropoles - et nous adapter, lieu par lieu, milieu écologique de vie par milieu écologique de vie, avec des formes d'organisations « politiques » renouvelées, re-pensées donc, au péril écologique qui gronde. Et c'est ainsi que le devenir révolutionnaire proposé ici emprunte allègrement au découpage sectoriel et technique des savoirs installés, là où nous aurions attendu des formes et modes écologiques de vie spécifiques à chacune des biorégions, pour alors fonder des interdépendances autrement plus importantes : celles de passions politiques revisitées. C'est ainsi que les imaginaires prométhéens du politique, nés justement dans la centralité de l'urbain triomphant, propose la fragmentation là où nous aurions souhaité un démantèlement voire une destruction, tant ils cultivent en nous un rejet de toute autonomie et plus encore de toute autogestion. Ne serait-ce pas cela, l'effondrement ?

1.2 DES MAILLES GÉOGRAPHIQUES PERTINENTES D'ORES ET DÉJÀ EXISTANTES ?

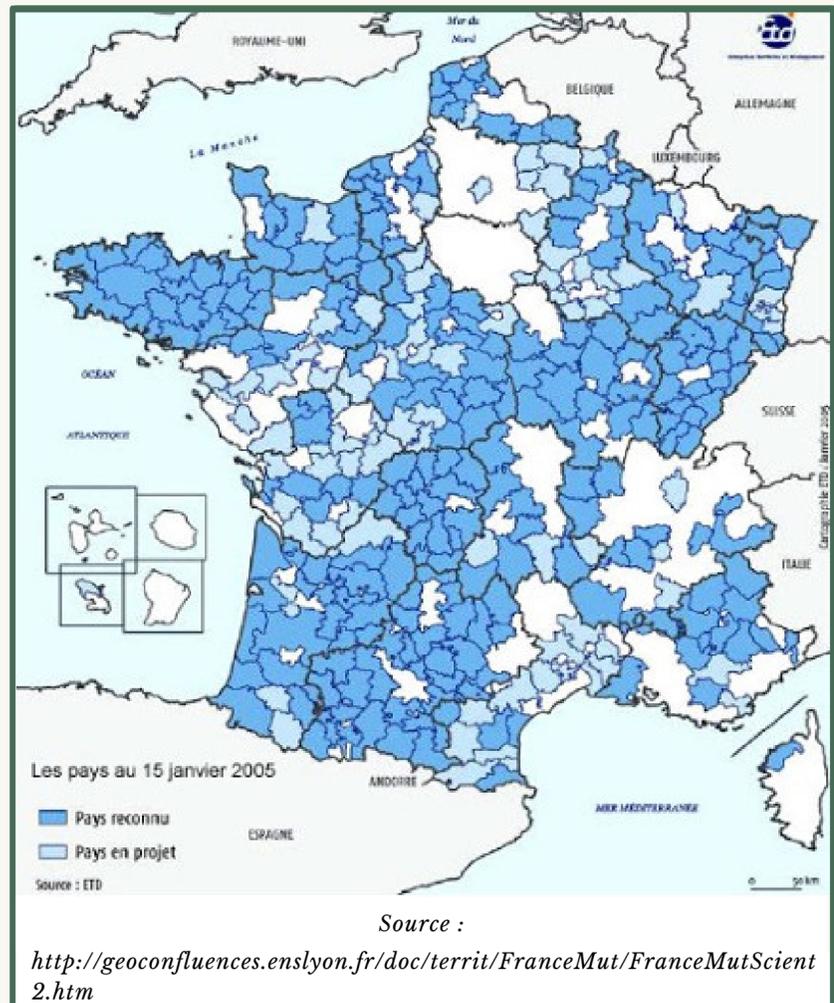
LE DÉTRICOTAGE DES « PAYS » GÉOGRAPHIQUES PAR LA POLARISATION MÉTROPOLITAINE

En poursuivant le tour d'horizon national, force est de constater qu'il y a en fait déjà eu plusieurs tentatives officielles (moins attachées à un territoire en particulier, et surtout, comme le cas de Bordeaux a pu ouvrir la voie, très directement portées par les autorités) pour penser l'organisation nationale des territoires sur la base des cultures locales, voire des milieux écologiques de vie.

Le 4 février 1995 par exemple, la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT), créé un nouveau périmètre d'intervention : les pays. Ces derniers se différencient des collectivités territoriales, des cantons ou des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en se concentrant sur des spécificités immédiatement géographiques et géologiques des espaces concernés.

L'objectif de cette création est double : d'une part travailler au développement de certains espaces ruraux à partir de leurs spécificités territoriales ; d'autre part, permettre une relation soutenue entre pôles urbains et arrière-pays ruraux, ces derniers accédant par là-même à une nouvelle existence institutionnelle sur l'entièreté du territoire national.

Cela n'était pas une petite avancée, et aurait pu incarner une piste pour la construction d'espaces autonomes écologiquement, au plus près des formes locales de vie – en bref, un embryon de biorégion qui n'en porterait pas le nom. Car, non seulement, le pas était franchi de considérer les écosystèmes et cultures locales comme fondement périmétral d'un cadre d'action, mais, plus encore, le fonctionnement technique et administratif des pays géographiques ne privilégiait pas au moment de leur création une forme par-



-ticulière. Syndicat mixte, groupement d'intérêt public, association..., cette flexibilité offrait une adaptabilité à la composition politique localisée.

Mais, aussi fragile soit-elle, une telle hypothèse va vite se retrouver mort-née. La loi Voynet du 25 juin 1999 allait affaiblir ces pays, quatre ans après leur mise en place. Plus près de nous, non seulement la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 mettait fin à la création de tout nouveau pays mais surtout la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM, 2014) a transformé les 352 pays (2015) en Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux (PETR), c'est-à-dire a appliqué à ces la pensée de la polarisation économique avec coalition d'intérêts et système regroupé d'acteur·ice·s, avec rayonnement et le ruissellement depuis les Métropoles.

En ces termes, les intercommunalités grossissantes, de taille minimale de 15 000 habitant.e.s, sont dorénavant les créations conjointes, adossées à des bassins fonctionnels de vie qui, au nombre de 1 666 en France en 2016, sont passés à 1 345 en 2019 par regroupement imposé des structures territoriales. Les espaces métropolitains, et leurs corolaires, les espaces méga régionaux (loi NOTRE - Nouvelle organisation territoriale de la République, 2015), sont bien la seule organisation recherchée par les autorités centrales et leurs alliés décentralisés, avec organisation politique de la grandeur développementaliste et de sa « modernité » croissanciste.

Il n'en reste à en déduire que la visée métropolitaine de l'inter-territorialité et ses nouvelles régions économiques poursuivent et amplifient l'œuvre historique d'invisibilisation des campagnes comme organisation politique, et pour ce faire nient, ici comme ailleurs, au premier chef la capacité des habitant.e.s à fonder leurs propres écologies de vie, à définir leurs propres espaces de vie, bref leurs puissances d'autodétermination. Tout ceci à coup de prétendus ruissèlement et complémentarités vertueuses urbain-rural, d'hybridités villes-campagnes et de concepts marketing florissant : « campagnes urbaines », « villes-forêt »...

L'INSTRUMENTALISATION DES TERROIRS : ENTRE RISQUES IDENTITAIRES, VISÉES AGRO-ALIMENTAIRES ET PENSÉES ANCILLAIRES

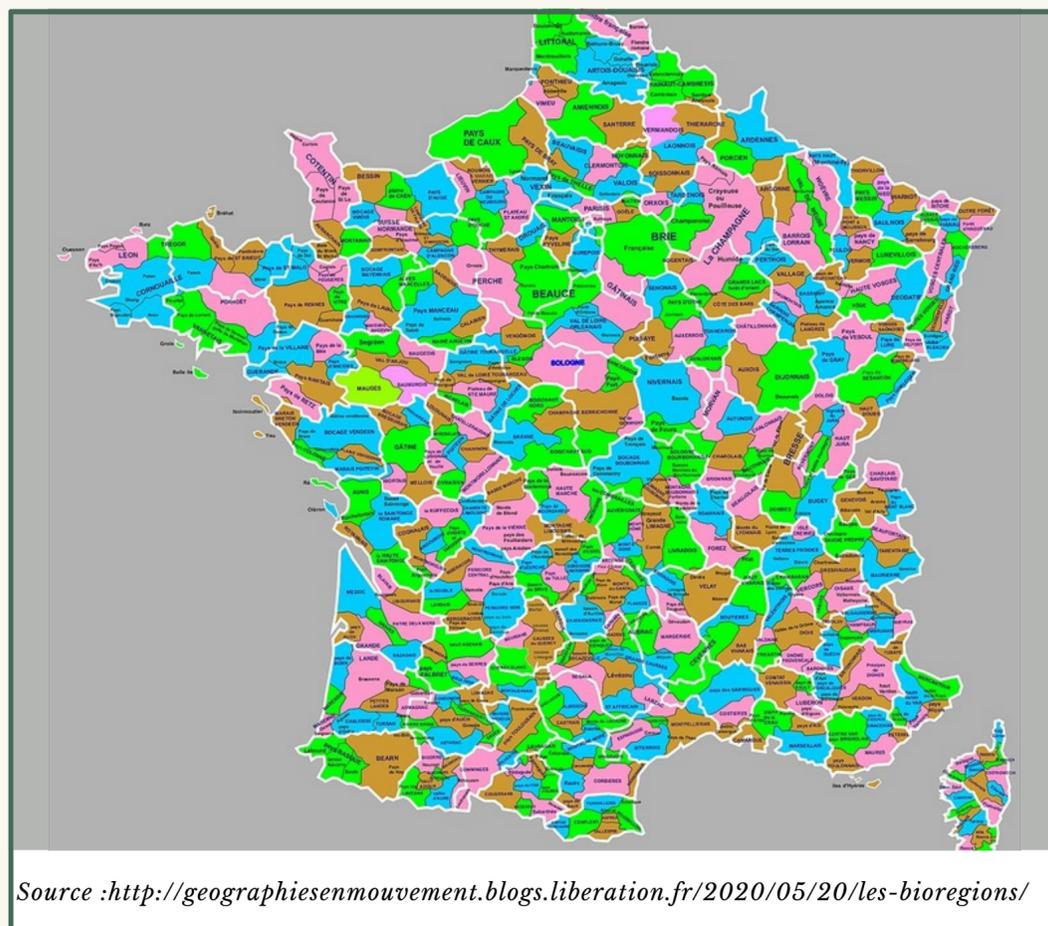
Plus peut-être que le dessein de la repolarisation métropolitaine du capital et de redimensionnement des pouvoirs institutionnels à cette fin, une justification première a été donnée au détricotage des pays géographiques par les institutions elles-mêmes. La gauche plurielle voyait dans leur création le risque d'une pente identitaire par réarmement des terroirs. Il existe bien, particulièrement aujourd'hui,

une crispation en la matière, singulièrement dans les rapports à la terre. Et dès lors un retour politique grandissant des racines et des traditions au sein d'une droite réactionnaire. Par ailleurs et dialectiquement, dans le sens cette fois-ci voulu par le capitalisme d'Etat, il se produit également une instrumentalisation des espaces géographiques que constituent les terroirs par la concurrence agricole mondialisée, mâtinée de gastronomie touristique ou encore d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC).

Mais, risque identitaire et visées agro-alimentaires n'épuisent pas le registre de l'instrumentalisation. Il existe aussi une tentation, non moins institutionnelle, émanant de pensées académiques. Appuyée par exemple sur la géographie des « pays », l'une d'entre elle peut aller jusqu'à superposer celle des départements pour soutenir un découpage biorégional de l'espace hexagonal, en contradiction frontale avec la nécessaire déconsidération des frontières, qu'elles soient directement nationales ou pensées dans le cadre de la garantie de leur souveraineté. C'est notamment ce que peut sous-entendre l'entretien de Thierry Paquot dans le le blog Géographies en mouvement, lorsqu'il reprend la carte (ci-dessous) en plaçant comme légende : « *Carte des régions naturelles de Raymond Tarrit (2019. Wikipedia). Distincte des 546 régions dénombrées par Bénédicte et Jean-Jacques Fénié dans le "Dictionnaire des pays et provinces de France". Une nouvelle carte à produire avec les biorégions ?* »[1].

Dès lors, réduire le terroir à ses produits agricoles labélisés qu'il faudrait sauvegarder ou même muséifier face à la massification de l'agroalimentaire (sel de Guérande, pruneaux d'Agen ou encore vin de la Champagne), ou le rabattre politiquement sur des cultures qui n'ont ...rien, bien sûr, d'ancestrales, voire le réifier par des logiques administratives d'Etat revient à finalement dénier à ce terme toute dimension écologique et culturelle pourtant à ce jour bien utile à la figuration, sous conditions, de ce que pourraient être des biorégions. En effet, ...

[1] Fumey Gilles et Paquot Thierry, « Du passé, faisons table rase : vive les biorégions ! », Géographie en mouvement, 20 mai 2020, URL : <http://geographiesenmouvement.blogs.liberation.fr/2020/05/20/les-bioregions/>.



..., les terroirs constituent un espace naturel homogène avec une culture partagée (agriculture, artisanat, mythes et légendes, histoire, coutumes et fêtes etc.). On y retrouve même deux des piliers de la biorégion : une unité écologique, une cohérence socioculturelle.

À ce titre, dans la préface française de son ouvrage, Krikpatrick Sale prend l'exemple des terroirs comme territoires biorégionaux : *« le mot [terroir] témoigne des influences environnementales inhérentes à un morceau de terre particulier ; il cherche à faire voir l'ensemble des caractéristiques qui distinguent cette région de toutes les autres. De plus, par-delà la question de la singularité du lieu, le terme comporte aussi l'idée d'une certaine affection pour ce paysage, son identité, ses végétaux et ses animaux ; c'est l'amour pour un territoire en tant qu'expression unique de la nature qu'il s'agit. »* (Op.cit. : 28).

Cette valorisation du terroir nous permet ce faisant de lever le voile sur un vieux malentendu. Si la pensée biorégionaliste, à travers le travail qu'elle mène sur les manières d'habiter la terre, souhaite effectivement un revigoremement social et culturel du terroir - s'inscrivant ainsi en résistance à la mondialisation, qui trans-

-forme les terroirs en passeports pour l'export de marchandises - elle n'entend pas pour autant défendre une logique de patriotisme national (Rollot, 2018). Elle souhaite au contraire libérer les régions, libérer les terroirs, des griffes de la nation. Il n'est bien sûr pas question d'être dans la fermeture mais, à l'inverse, d'aspirer à l'ouverture à la totalité des manifestations du vivant. Et il faut donc préciser, contre toute méfiance (légitime, a priori, dans le monde qui est nôtre), qui voudrait que le refus de l'État-nation et de son mythe ait pour pendant absolu et systématique le stigmatisme du « repli sur soi » : *la crise écologique, la disparition du vivant, cela seul commande une stratégie, et des solutions* - que les craintes collectives, légitimes ou non, ne sauraient défaire. Au fond, il n'est plus question de penser une politique capitaliste de l'Etat national, mais au contraire l'autogouvernement et l'autodétermination des sociétés locales et de leurs populations. C'est à la seule condition de garder en mémoire ces présupposés, qui ne sauraient confondre autonomie avec replis et autarcie, que nous pourrions voir dans les terroirs une proto-organisation biorégionale.

*LES PARCS NATURELS : LES
OUTILS TERRITORIAUX DE
L'ATTRACTIVITÉ
ENVIRONNEMENTALE*

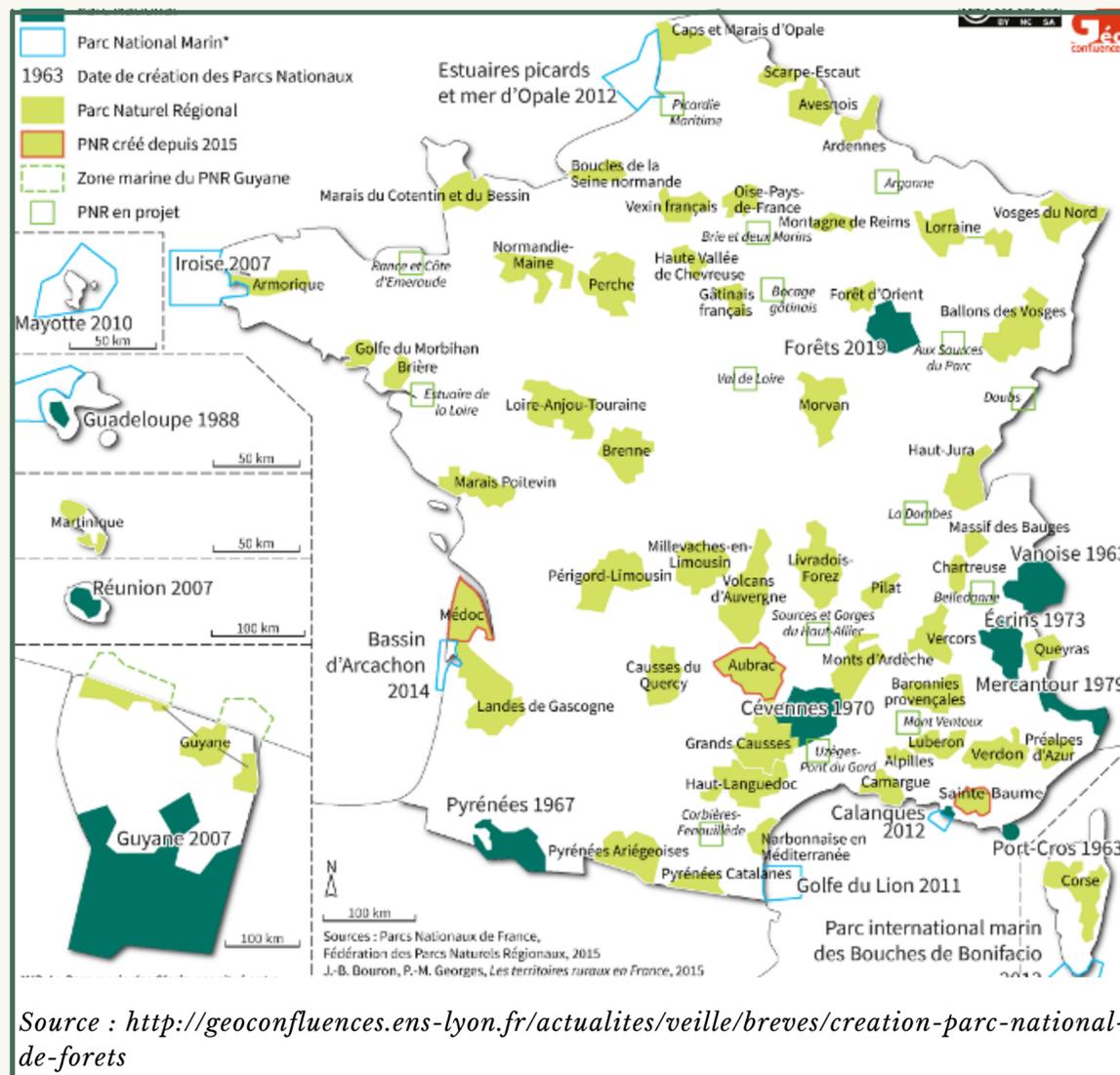
Enfin, ce détour par l'existant des découpages officiels ne saurait oublier d'autres périmètres, institués justement au nom de la protection environnementale : les parcs naturels.

Il semble important de rappeler que l'histoire des parcs naturels fait partie de l'histoire colonial, et ainsi que les formes gestionnaires que l'on y retrouve de nos jours portent le stigmate de cette naissance. L'idée et le terme même de « parc naturel » est attribué au peintre américain Catlin (spécialisé dans les peintures d'« indien d'Amérique » et des grands espaces). Il propose en 1832 la préservation de grands espaces jugés exceptionnels, ce qui trouvera réalisation en 1872 avec la création du parc de Yellowstone, aux Etats-Unis. Et si la France a eu du mal à trouver de tels grands espaces faiblement peuplés à l'intérieur de ses frontières, elle a pu trouver, à travers les colonies, le moyen de satisfaire ses ambitions. C'est ainsi en 1921 que les premiers parcs naturels français voient le jour, en Algérie et en Tunisie : ce sont les parcs dit « des Cèdres » en Algérie, et la réserve de Djebel Ischkeul en Tunisie. Ces parcs permettent de préserver la faune et la flore... qui se trouvaient menacées par les effets expansionnistes de la colonisation même, dont notamment le massacre des animaux sauvages.

Sur le territoire national, les parcs naturels nationaux poursuivent ce dessein de sanctuarisation, avec pour objectif la préservation d'écosystèmes et de paysages jugés remarquables. Ce sont désormais près de onze parcs nationaux qui maillent le territoire, dont le premier fut créé en 1963 dans la Vanoise. Leur création ainsi que leur délimitation se font sur décision d'État. Les populations locales sont, depuis 2006, un peu plus impliquées dans la vie des parcs nationaux, notamment par voie

consultative via les municipalités dans la décision de faire partie ou non du parc. La même année se crée les chartes qui, sous couvert de concertation avec les acteurs et communes du territoire, permettent d'asseoir la vision gestionnaire et aménagiste de l'État en fédérant ces mêmes acteurs autour d'objectifs de développement « des patrimoines naturels, culturels et paysagers » qui poursuivent, comme toujours, des desseins d'animation et d'attraction. Enfin, leur découpage en différentes zones (cœur de parc ou aire d'adhésion) montre encore une fois la volonté d'ériger limites et frontières en dépit des écosystèmes pourtant largement inter-reliés et intégrés. Plus encore, ce zonage renvoie très souvent à un label de préservation qui, ironie du sort, favorise leur attractivité économique pour construire non loin de nouvelles stations de ski ou des stations balnéaires – ainsi, ce label de préservation, en travaillant à densifier, amène inexorablement, à travers ses flux touristiques et immobiliers, à la destruction de ces mêmes parcs qu'il est pourtant sensé protéger.

Les quelques cinquante-trois parcs naturels régionaux diffèrent quant à eux des parcs nationaux dans la mesure où ce sont les collectivités territoriales qui décident d'en créer la délimitation – bien que leur officialisation reste soumise à un décret du premier ministre. Leur objectif est bien plus ouvertement encore de développer les espaces par une mise en avant de patrimoines naturels et culturels singuliers. Les parcs naturels régionaux n'ont pas de pouvoir en tant que tel. Leur gestion se réalise sous la forme d'un syndicat mixte composé des élu.e.s des communes du parc. On est toutefois encore loin, très loin, d'une implication habitante, d'autant que ces entités subissent encore pour beaucoup les directives de protection de l'environnement, et que les résident.e.s demeurent souvent très mal informés des périmètres géographiques ou légaux que ces parcs figurent.



Qu'ils soient régionaux ou nationaux, ces parcs sont donc officiellement fondés sur la mise en valeur d'une écologie convertie en valeur patrimoniale, culturelle et naturelle. S'ils ont pour intérêt premier de correspondre à des milieux, et donc d'offrir a priori des cohérences écologiques et socioculturelles, ils n'en sont pourtant pas pour autant proches des conceptions biorégionales.

C'est qu'ils sont encore le fruit direct des volontés institutionnelles, ce qui vient quelque peu mettre à mal l'autodétermination fondamentale de toute entité biorégionale - nous y reviendrons. En outre, leurs organisations regorgent d'experts scientifiques et de savoirs de gouvernement, au détriment d'un faire politique délié de toute hiérarchie, et de savoirs pratiques et vernaculaires renouvelant regard sur la terre et rapports à la terre. Enfin, les visions sanctuarisantes de l'écologie défendue par ces parcs - qui, nous l'avons vu, cherchent corrélativement à faire pénétrer les marchands dans le temple - sont très loin de celle que la biorégion pourrait porter, et notamment la conception d'une écologie radicale, à la

fois relationnelle et existentielle. Là aussi, nous y reviendrons. Bref, mauvaise pioche. Nous sommes aux antipodes de toute biorégion.



SYNTHÈSE

Ainsi donc, la biorégion peine à trouver un véritable tremplin en France. Les expériences récentes demeurent enfermées dans les carcans institutionnels et technicistes. Les volontés et aspirations habitantes ne sont ce faisant aucunement intégrées, alors qu'elles constituent théoriquement le cœur battant de tout projet biorégional. Logiquement, les perspectives politiques et leurs imaginaires ne sont jamais esquissés que ce soit dans l'expérience conduite en Gironde ou dans la vision effondriste ouverte en Ile-de-France. Tout ceci limite considérablement la portée performative et radicale de la biorégion.

En outre, si des maillons de la géographie administrative française pourraient en théorie venir nourrir et dessiner des pistes pour des avènements biorégionaux, ils restent cependant, que ce soit les pays géographiques ou les terroirs, lettre morte au profit des polarisations métropolitaines, ou alors laissés aux mains d'une pensée identitaire. Il existe bel et bien une dépossession de ces échelles pourtant a priori stimulantes voire pertinentes.

Ce sont finalement, dans l'état actuel de l'existant, les parcs naturels qui, dans de telles pensées institutionnelles de l'action spatiale, se rapprocheraient le plus d'ensembles biorégionaux. Toutefois, de nouveau, leur vision de l'écologie au profit de l'attractivité territoriale ne permet pas de repenser notre rapport fondamental au vivant, ce qui constitue pourtant un des principes premiers de la biorégion.

**2. EXPÉRIENCES
INTERNATIONALES : DE LA
POSTURE RÉFORMISTE À LA
POSITION RADICALE, DE LA
GESTION ENVIRONNEMENTALE À
L'ÉCOLOGIE PROFONDE**



2.1 LE TERRITORIALISME ITALIEN : RÉFORMER L'URBANISATION DU MONDE

Devant la systématique, dans les cas étudiés, de l'apparition d'un devenir-capitaliste à chaque tentative biorégionale (ou à la destruction de la tentative en cas d'incompatibilité, cf. pays géographique) il nous apparaît nécessaire de resituer la notion de biorégion dans sa propre histoire, pour y isoler en son sein ce qui en fait la puissance et la pertinence, sa portée pour le vivant.

C'est en Italie que le mouvement biorégionaliste trouve son premier écho européen, à la suite de l'expérience nord-américaine de Cascadia. Le paysan, auteur et traducteur Giuseppe Moretti, à la suite de nombreux contacts avec Berg et Goldhaft en 1991 (infra), lance la revue biorégionale *Lato Selvatico* en 1992. Depuis, il ne cesse de publier et de partager les idées des biorégionalistes nord-américains (Rollot, 2018).

Toutefois, les écrits de Moretti, très proches de la conception initiale de la biorégion, restent très peu entendus, à l'inverse de ceux d'Alberto Magnaghi qui va populariser le terme, tout en l'orientant, par son ouvrage *Le Projet local* (2003, réédité en 2010) et plus encore *La biorégion urbaine* (traduit en français en 2014 par Emmanuelle Bonneau, impliquée dans l'expérience bordelaise décrite précédemment). Face au constat d'une urbanisation démesurée et infinie qui engendre une « déterritorialisation sans retour », l'auteur propose la biorégion urbaine comme un outil à la fois conceptuel et opérationnel pour initier un « retour au territoire » (Magnaghi, 2014 : 6). Il est question alors de penser une nouvelle gestion collective de l'espace et des ressources communes, en partant de savoirs académiques et pratiques en vue de reconnecter « *les nouveaux usages, les nouveaux savoirs, les nouvelles technologies à la sagesse environnementale historique* » (Magnaghi, 2010 : 105).

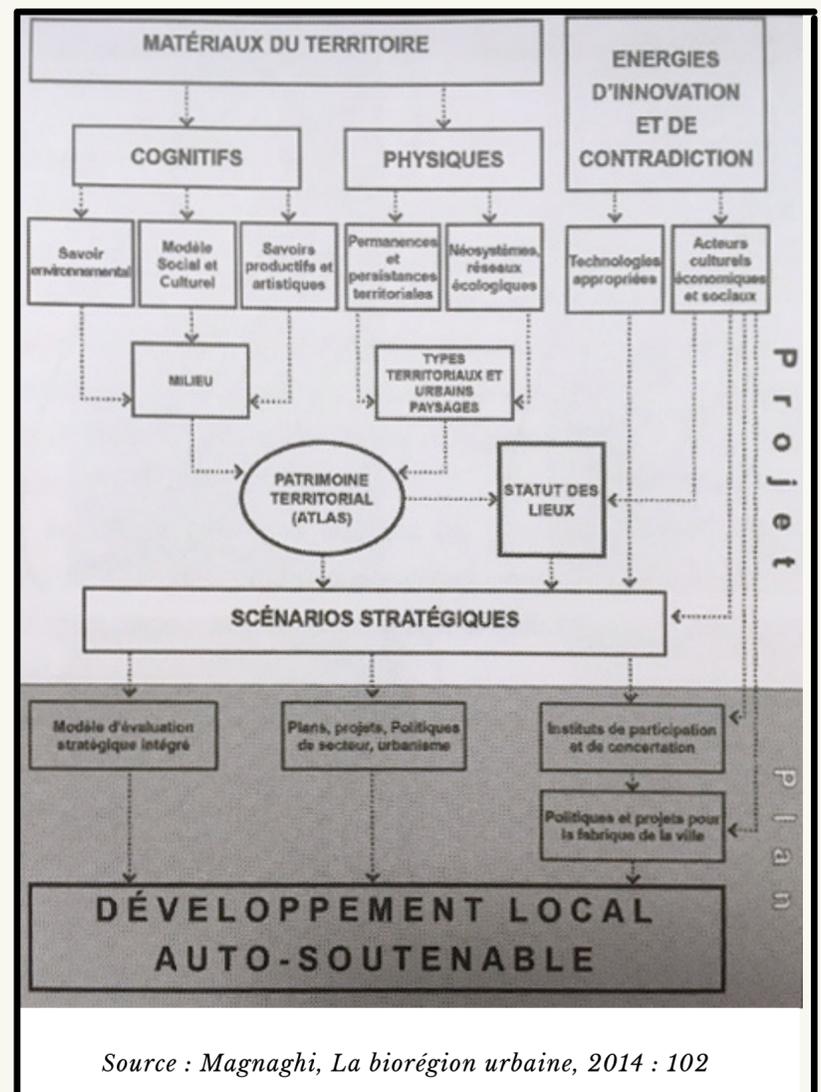
Le mouvement territorialiste italien, initié par Magnaghi, pense l'aménagement par la recherche d'un équilibre entre milieu et forme de vie. Il s'agit donc de veiller au maintien d'une biodiversité riche, accompagnée d'une attention forte au social, autant dans ses formes d'organisation que dans les productions. Cet équilibre entre patrimoine naturel et culturel, chers aux territorialistes italien·ne·s, s'illustre parfaitement dans leurs efforts de préservation des particularités paysagères et agricoles (notamment par la création de parc agro-forestier multifonctionnel). Ils et elles défendent l'idée de « *valoriser des formes conviviales d'habiter, de produire et d'autogérer le patrimoine-territoire, capables de fabriquer de la richesse durable* » (Ibid. : 13). Cela passe par une valorisation d'une forme d'autonomie, notamment l'autogestion à la fois dans l'édiction de règles communes mais aussi dans le développement des ressources endogènes notamment par les circuits-courts.

Utilisant la biorégion comme reformulation du « projet local », Magnaghi défend une approche simultanément urbano-centrée (comme en atteste le titre de son ouvrage) et finalement par les savoirs mobilisés assez compatibles avec les institutions en place, à contresens des théories biorégionalistes éco-anarchistes d'Amérique du Nord. Par exemple, Magnaghi évoque « *le processus de planification qui précède la mise en œuvre des savoirs et des cultures du territoire comme "éléments constructifs" des scénarios stratégiques et des projets pour la biorégion urbaine* » (2014 : 101). Il s'agit là d'une vision somme toute assez rationaliste des processus de création de mondes soutenable, en phase avec les cultures politiques de l'architecture dont le mouvement est très largement porteur.

Malgré tout, ou plutôt en raison de cette perspective globalement réformatrice, plusieurs expériences qualifiées de biorégionalistes émergent sur le territoire italien, souvent co-portées avec des institutions locales, notamment en Toscane où travaille principalement l'auteur et ses collaborateur·ice·s à l'université de Florence. Un des exemples est celui de la gestion du fleuve Arno en Toscane.

Dans un entretien en 2018, Magnaghi relate les différents problèmes liés à la gestion de cette ressource : le fleuve est pollué et présente un certain nombre de risques hydrologiques. L'agriculture aux alentours est sans cesse amputée par l'urbanisation, qui en outre n'est pas pensée en relation avec les habitant.e.s et omet quelques fonctions jugées vitales pour les biorégionalistes italiens, par exemple des espaces publics de loisirs. Il s'agit alors de créer collectivement un « *pacte de rivière "par le bas" (...) L'objectif est de donner un statut au lieu et de fonder un acte constitutionnel de territoire, en référence au statut médiéval de la ville dans lequel les habitants se reconnaissent dans des objectifs d'organisation de la vie, du paysage, du travail, etc.* » (2018 : 4).

De même que plusieurs acteur·ice·s sont amené·e·s à participer (agriculteur·ice·s, représentant·e·s des parents d'élèves et enfants, associations, agence de tourisme, représentant·e·s de l'hôpital, de la prison etc.), les habitant.e.s sont ainsi convié.e.s à participer à l'instauration des règles d'usage de cette ressource territoriale. Si les intérêts entre les participant·e·s peuvent diverger, ils et elles partagent toutefois un objectif commun : celui de la mise en valeur d'un patrimoine en voie rapide de destruction. Mais, si Magnaghi expose dans cet entretien ce qui représente selon lui la portée de la participation, il n'évoque pas le cadre dans lequel elle se déroule. Or, c'est à la lecture d'articles d'Emmanuelle Bonneau que nous comprenons que la concertation est portée par trois municipalités dans le but d'alimenter le Plan d'Orientation Territo-



-rial. Même si locale, cette participation est donc en aucun cas endogène et remontante. Aussi (mais fallait-il s'attendre à autre chose ?), le plan réglementaire ne prendra finalement que très peu en considération les propositions émanant des ateliers habitants et des cartes de communautés (Bonneau, 2018)

Plus encore, Federico Ferrari souligne que Magnaghi adopte une perspective historiciste fondée sur la tradition des villes-usines qu'il tente de reconstruire. En ce sens, l'approche patrimonialiste des territorialistes italien·ne·s est totalement compatible avec le système économique en place. En effet, la mise en valeur du patrimoine et de sa ré-invention vise finalement la création de valeur, donc cela revient également à servir l'encastrement social des intérêts de l'économie du capital. Loin des logiques de décroissance, la patrimonialisation participe de l'actualisation du système existant. En somme, nous sommes encore très éloigné·e·s d'un projet biorégionaliste radicalement anticapitaliste.



Au final, face à cette perspective réformiste de l'urbanisation du monde, qui emprunte aux savoirs de la planification ainsi qu'aux pratiques installées de la démocratie participative (ou démocratie d'élevage), il semble plus que nécessaire de revenir à la conception

première de la biorégion, celle donnée dans l'encadré liminaire de ce document, sur ses expériences comme philosophie politique et comme mouvement réellement transformatif de nos sociétés, et ce dans une perspective d'écologie profonde et d'émancipation collective.

2.2 L'EXPÉRIENCE NORD-AMÉRICAINE : DÉSURBANISER RADICALEMENT LA TERRE

La perspective nord-américaine, nous l'avons entrevu au début, relève d'une écologie quant à elle bien moins patrimonialisée par l'oeuvre humaine et bien plus profonde et radicale. Profonde, car elle considère l'humain non en position dominante (i.e. planificatrice) et surplombante (i.e. représentative), mais comme l'une des parties seulement du vivant. Il n'est plus question de voir la nature comme une ressource à exploiter mais comme un système harmonieux supérieur à l'intérêt des parties humaines. Radicale, car elle partage le constat d'une civilisation mortifère qui a définitivement déconnecté l'espèce humaine des autres, et plus amplement de la nature. Elle s'accompagne alors d'un projet de transformation vitale de la société, notamment par une désurbanisation de la terre.

C'est ainsi que plusieurs penseur.e.s nord-américain.e.s posent la biorégion comme le levier premier pour dépasser le paradigme technoscientifique et thermo-industriel actuel. « *Les idées d'exploitation des ressources et de progrès sont opposées à l'autosuffisance et à la stabilité d'une économie biorégionale. Il s'agit avant tout d'éviter de dépasser le seuil de ressources de la planète (ou l'overshoot), en respectant la biocapacité de la biorégion dans laquelle on vit. D'un rapport de prédation de l'homme à l'environnement (paradigme industrialo-scientifique), on passe à un rapport d'adaptation ou de reinhabitation, avec le modèle biorégionaliste* » (Celnik, 2017 : 123-124).

Pour ce dépassement, plusieurs ruptures sont à opérer.

	PARADIGME BIOREGIONAL	PARADIGME INDUSTRIALO-SCIENTIFIQUE
Échelle	Région Communauté	État Nation/Monde
Économie	Conservation Stabilité Autosuffisance Coopération	Exploitation Changement/Progrès Économie mondiale Compétition
Régime politique	Décentralisation Complémentarité Diversité	Centralisation Hiérarchie Uniformité
Société	Symbiose Évolution Division	Polarisation Croissance/Violence Monoculture

Source : Sale, L'art d'habiter la terre (2020 : 85)

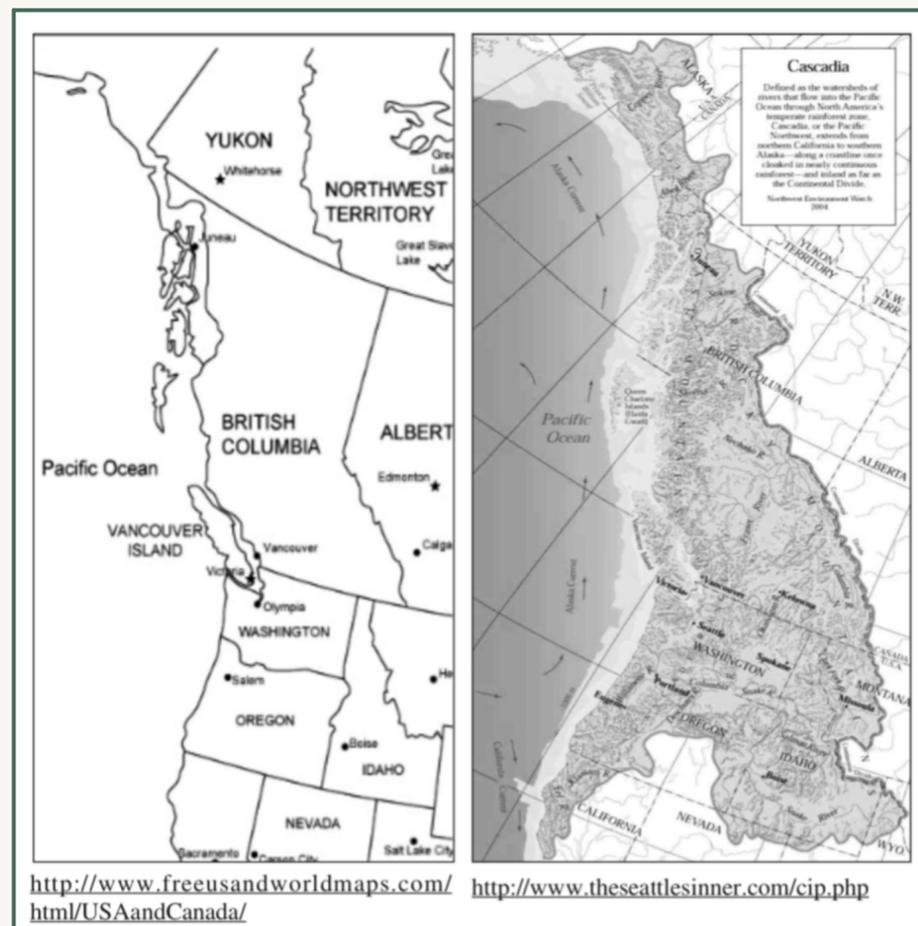
La conception biorégionaliste nord-américaine opère ainsi une critique radicale de l'environnementalisme traditionnel ou écologie *mainstream*, qui porte seulement sur quelques effets produits par le système et non sur remise en cause fondamentale des mécanismes producteurs. Pour Berg : « *l'environnementalisme est un hôpital qui possède uniquement un service d'urgences. Il n'a ni service de maternité, ni unité de soins de longue durée, ni service pédiatrique – il possède seulement un service de traumatologie* » (cité in Celnik, op.cit. : 125).

Aussi n'est-il plus question de continuer l'illusion d'une croissance verte ou encore d'un environnementalisme gestionnaire par la planification territoriale dorénavant mâtinée de participation citoyenne, mais bien de rompre définitivement avec l'idée de productivisme et de consumérisme, de développementalisme et de gigantisme. La biorégion serait la réponse pour une société radicalement alternative, écologiquement et politiquement.

Dans ce registre double, faire advenir le paradigme biorégional consiste avant tout à mettre en œuvre une autonomie réelle. Pour Peter Berg : « *La biorégion comme un endroit que l'on partage, c'est l'idée de la zone libre. Chaque biorégion doit avoir son propre gouvernement, c'est l'autonomie* » (cité in Rollet, 2018 : 122). Et, pour cela, il semble plus que nécessaire d'avoir de nouvelles

échelles d'organisation politique, non plus celles des États et de la géopolitique internationale, ou celles des collectivités territoriales et de la compatibilité administrative pour l'artificialisation généralisée, mais celle des communautés de vie et de la proximité écologique. Aberley insiste d'ailleurs sur le fait que c'est avant tout les habitant.e.s d'un espace qui doivent directement le gouverner.

L'expérience de biorégion la plus aboutie, à ce jour, se trouve dans la chaîne des Cascades et porte le nom de Cascadia. Cette biorégion est nommée pour la première fois en 1970 par le sociologue et écologiste David McCloskey, alors professeur à l'Université de Seattle. La biorégion Cascadia s'étend le long de la côte nord-ouest des États-Unis et du Canada. Elle comprend la Colombie Britannique, les États de Washington et de l'Oregon. Ses limites étant perméables, elle s'étend parfois, jusqu'au nord de la Californie et à l'Ouest du Montana (Celnik, 2015). *Sa cartographie n'est volontairement pas figée.* Il est donc a priori difficile d'en déduire quelques frontières. Ce serait de toute façon contraire à l'idée-même de biorégion. Néanmoins, il existe diverses représentations de cette biorégion montrant par effet miroir la totale absurdité écologique des découpages institutionnels et administratifs.



En fait, Cascadia repose sur une certaine unité naturelle, au fondement de la pensée biorégionaliste. David McCloskey définit la Cascadia par ces mots métaphoriques, renvoyant aux origines philosophiques de la notion : « *La Cascadia est un territoire qui prend ses racines profondément dans la terre, et animée par les virages entre ciel et mer, l'érosion mi-latitude des vents et des eaux. En tant que région distincte, la Cascadia prend forme à la fois par un ensemble naturel (c'est-à-dire les modelés et les plaques terrestres, les conditions météorologiques et les courants océaniques, la flore, la faune, les bassins-versants, etc.) et par une unité socioculturelle (c'est-à-dire les cultures indigènes, une histoire et un destin commun)* » (cité et traduit par Celnik, 2017 : 128).

On comprend donc qu'il existe un écosystème naturel singulier autour d'un réseau hydrographique. Et cet écosystème est constamment mis en danger par des grands projets auxquels la population va tenter de résister. C'est notamment le cas avec le projet d'oléoduc Keystone XL finalement abandonné grâce à l'action des mouvements écologistes. Aujourd'hui, de larges mobilisations s'opposent toujours à des projets d'extraction dans la région de

Cascadia, confirmant cette attention locale aux milieux de vie. Pour Celnik « *La Cascadia est probablement la région la plus verte d'Amérique du Nord, ce qui est dû à la fois à des politiques volontaristes de transition énergétique, à des citoyens conscients des enjeux écologiques et mobilisés, mais surtout à une conscience du lieu très forte* » (2017 : 134).

A l'unité naturelle s'ajoute donc une unité culturelle et sociale. Selon Celnik, beaucoup d'habitant·e·s se considèrent avant tout comme des « *cascadien·ne·s* » (et non étatsunien·ne·s par exemple). Ceci est renforcé par différents symboles et événements, allant de l'organisation d'un tournoi de football (*Cascadia Cup*) à un drapeau (*Cascadia Flag*) en passant par le brassage d'une bière locale (*Cascadia Dark Ale*). Plusieurs associations, mouvements et organisations forment un réseau et font vivre et exister la biorégion de différentes manières. Plus encore, sur cette base unitaire et avec ce dessein d'autonomie, plusieurs groupes biorégionalistes revendiquent l'indépendance de Cascadia face aux Etats-Unis et au Canada.

Cette aspiration va même jusqu'au classement de la région de Cascadia comme l'une des dix « *aspiring nations* », selon le *Times* (2011), aux côtés du Québec ou du Pays Basque. Et cette idée de créer une nation indépendante n'est pas nouvelle sur cette partie du continent Américain. Julie Celnik rappelle que déjà au XVII^{ème} siècle, le président Thomas Jefferson y voyait une République du Pacifique s'appuyant sur les sociétés agraires : des communautés de fermier·ère·s autonomes. On retrouve aussi cette idée dans le livre d'Ernest Callenbach dans son roman *Ecotopia* paru en 1975. Dans ce roman, la côte nord-ouest des États-Unis devient non seulement écologiste mais surtout sécessionniste. L'auteur décrit une société décentralisée et autogérée avec une attention première au vivant, une démocratie directe permise par une disponibilité des personnes grâce à une baisse générale du temps de travail et au revenu universel, tout ceci s'accompagnant d'une décroissance active de la production et des consommations.

A ce propos, il existe même déjà quelques institutions biorégionales au sein de Cascadia. C'est notamment ce que considère Celnik dans son étude des *watershed councils* (conseils de bassin-versant), qui sont « *créé[s] de façon volontaire dans le but de protéger, ou de restaurer, un bassin-versant. Les efforts portent souvent sur la qualité de l'eau, ou sur la protection d'une espèce en particulier, mais c'est tout un écosystème local qui est pris en compte. L'un des aspects originaux de ces watershed councils est qu'ils sont constitués d'individus appartenant aux différentes communautés locales, aux intérêts différents et parfois conflictuels* » (2017 : 131). Pour l'auteur, ces conseils s'inscrivent doublement dans une logique biorégionale. Ils sont centrés sur des écosystèmes et s'appuient pour leur fonctionnement sur une organisation immanquablement ascendante. Toutefois, force est de reconnaître que ces institutions demeurent forgées et régulées

par le système existant. Et ainsi, si la volonté sécessionniste et autonomiste est présente dans les écrits de Cascadia, la réalité des faits s'en éloigne quelque peu.



SYNTHÈSE

Enfin, soumise à des interprétations diverses, la biorégion emprunte à ce jour au moins deux voies politiques. En Italie, alors que les premières traductions font place à la radicalité de la notion, c'est finalement un projet à forte rationalité par des savoirs techniques, qui plus est ceux utilisés par les pouvoirs territoriaux, qui retient l'attention. C'est le territorialisme italien du projet local, avec un environnementalisme somme toute gestionnaire visant à réformer la l'urbanisation du monde. La radicalité de la biorégion se trouve considérablement remise.

Pourtant, les origines nord-américaines, tant intellectuelles que pratiques, soulignent la portée destituante et autonomiste de la biorégion, loin justement de la rationalité technojuridique et « participative » promue par les savoirs de l'urbain. L'expérience nord-américaine, à partir de l'écologie profonde, constitue une prémisses essentielle pour penser une véritable désurbanisation de la terre. Il demeure à savoir quels en seraient les desseins politiques appliqués à nos contrées et à leurs organisations saturées d'institutions et de pensées de la centralisation.

Si Cascadia ne peut être de voie unique, il nous semble que c'est dans l'approfondissement de l'écologie politique de la biorégion que nous trouverons les sentiers les plus fertiles.

3. L'ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA BIORÉGION : SÉCESSIONNISTE ET AUTONOMISTE



3.1 FAIRE SÉCESSION DES ETATS-NATION ET DE LA MÉTROPOLISATION PAR RELOCALISATION DE LA COMMUNAUTÉ GÉOGRAPHIQUE

ROMPRE AVEC LES INSTITUTIONS DE L'ÉTAT NATION ET SES DÉCLINAISONS TERRITORIALISÉES

Possesseurs désormais d'un nouvel horizon, il reste que l'international-Capitaliste converti au néolibéralisme métropolitain ne s'en laissera pas compter si facilement. Il ne l'a jamais fait. Nous devons donc nous atteler à établir un mode collectif d'organisation qui arrive simultanément à déboulonner ses pratiques et à assurer un monde vivant et libre. Car comme indiqué en préambule, il apparaît désormais urgent de rompre avec ce qui conditionne à penser et agir, à subir aussi. En somme, avec les cadres de pensées, urbains, qui ne cessent de jalonner toute élaboration conceptuelle. Cela fait des dizaines et des dizaines d'années que de multiples penseurs se succèdent, via des grilles de lectures qui se complètent, pour parler du désastre attendu, pour expliquer comment la technique et ses fins capitalistes ont changé le monde et les êtres, les subjectivités, travaillé les inconscients : « *Ce que l'homme ne vit plus : la nature, l'aventure, la personne [la société industrielle] le lui donne en spectacle. Il n'a même pas la peine de s'amuser, on l'amuse. Confortablement inerte, le nouvel embryon n'a plus qu'à rêver dans le ventre tiède et rembourrée de sa mère. Chaque jour il s'y fait plus petit ; s'il n'y prend garde, un beau matin, il disparaîtra.* » (Charbonneau, éd. 2012 : 142).

Or, cette opération, loin de se passer « dans le dos » d'une société qui ne serait pas assez attentive, en incarne en fait un principe fondamental. Derrière les appels au bien-être et au retour à soi se laisse per-

-cevoir une réalité plus sombre : « *Le néolibéralisme (...) découvre la psyché comme force productive. (...) Pour que la productivité augmente, il faut non pas surmonter des obstacles physiques, mais optimiser des processus psychiques ou mentaux. La discipline du corps cède la place à l'optimisation mentale.* » (Han, 2016 : 39). Ce qui consiste « (...) à séparer l'humanité en deux catégories : l'immense majorité des individus asservie à des icônes infantilissantes, et des élites réduites contrôlant les pouvoirs effectifs à partir des sémiotiques scripturales de plus en plus assistées par ordinateur » (Guattari, éd. 2018 : 401-102). Le monde capitalisé fonctionne sur ces principes ; sortir de ce monde, c'est faire sécession. Et la notion de biorégion semble nous indiquer le chemin. Mais pas n'importe lequel, car c'est bien du vivant, et de notre survie en son sein, dont il est question dorénavant.

La biorégion est en fait aux antipodes des institutions nationalistes et de leurs desseins capitalistes, des déclinaisons administratives territorialisées et de leur développementalisme soit disant de plus en plus écologiquement rationnel. Pour les auteur·ice·s nord-américain·e·s, cette dimension sécessionniste ne fait aucun doute. « *La tâche, après tout, consiste à construire le pouvoir par le bas et non à l'enlever du sommet ; il s'agit de libérer les énergies, celles longtemps cachées et systématiquement émoussées, celles qui proviennent des gens, de là où ils vivent réellement et des problèmes auxquels ils sont régulièrement confrontés. Il ne s'agit pas d'essayer de voler les énergies, si c'était possible, des institutions rendues insensibles par leur distance et inefficaces par leur ignorance* » (Sale, op.cit. : 223).

À cet égard d'ailleurs, la biorégion s'inscrit dans une certaine tradition philosophique poétique et politique nord-américaine, avec des écrivain·e·s tel Henry David Thoreau qui, dès 1849, dans *La désobéissance civile* affirmait que le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins. Ses écrits vont abondamment nourrir les pensées biorégionalistes qui, ce faisant, différent en théorie grandement de nombreux courants écologistes faisant allégeance (quoiqu'ils en disent) à l'État-nation. Il s'agit non plus de réclamer mais de faire, de créer, de réaliser... sans figer ni déléguer. La biorégion n'a donc certes besoin d'aucune loi préalable de gouvernement, mais plus encore d'aucune réglementation institutionnelle pour pouvoir exister. Et c'est notamment ce que propose l'expérience de Cascadia, qu'il s'agisse d'une organisation locale sans cesse à ajuster, ou encore, dans le champ symbolique, d'icônes à partager (ex : drapeau indépendant). Et ce même si la tentation d'ériger le milieu en institution demeure parfois grande.

Il convient donc d'être très méfiant à l'endroit de propositions biorégionales qui, comme nous l'avons vu, restent enceintes dans les cadres et règles des institutions d'État, particulièrement dans des déclinaisons locales pleinement compatibles avec la rationalité instrumentale et ses visées de développement. En France, on trouve un parfait exemple de ce faux-semblant avec l'appellation biovallée drômoise, utilisant pourtant la racine grecque « forme de vie » et adossant son projet à l'écosystème d'une vallée. Mais si, comme l'annonçait la gestion du fleuve Arno en Toscane, l'objectif de départ était de restaurer l'écosystème très pollué de la rivière de la Drôme, cette expérience est vite apparue, tel en Aquitaine, comme velléité institutionnelle, et ce par le véhicule de trois communautés de communes (Val de Drôme, Crestois et Pays de Saillans, Diois).

Aujourd'hui, le principe d'action de l'association interterritoriale est la labellisation à des fins économiques. La biovallée devient donc une marque, sous couvert de durabilité : « *L'association permet à ses adhérents de revendiquer leur appartenance à Biovallée. Ils peuvent utiliser la marque pour présenter leur structure. En contrepartie, ils s'engagent à « faire leur part » pour atteindre les objectifs de Biovallée : diviser par deux les consommations d'énergie, couvrir nos besoins par la production d'énergie renouvelable, acheter local, développer les CDI, utiliser des fonds éthiques...* ». La structure gestionnaire a ce faisant accédé à plusieurs subventions d'envergure, comme celle octroyée en 2018 dans le cadre du concours national *Territoires innovants* (20 millions d'euros) porté par le gouvernement central. Et la biovallée devient institution, au point que l'on parle de la « Communauté de communes du Val de Drôme en biovallée » pour alors co-construire « *une métropole rurale responsable, innovante et alternative* » (site internet de la CCVD).

APPARTENIR À UNE COMMUNAUTÉ RÉGIONALE ET POPULAIRE

Et pourtant, il y en a bien des régionalismes qui, travers le monde, menacent l'impérialisme de la forme-État, de vieilles souches qui survivent malgré des décennies, voir des siècles de répression. Depuis le Cachemire jusqu'au Québec, de la Catalogne jusqu'à l'Ecosse, de la Corse au Canaris, les revendications séparatistes sont vives. On les dit surannées ces luttes, d'un autre temps - là où elles ne sont que puissances émancipatrices et polémiques.

D'abord, la pensée régionaliste-sécessionniste invoque un peuple - et ce n'est pas rien, car peuple dans sa bouche ne veut pas dire la même chose, diffère ...

... de tout ce que la notion de peuple peut avoir de dangereux, cruels ou sanguinaires, fascisants. Contre la notion essentialisée et universelle de « Peuple », nous souscrivons aux paroles de Rancière : « *« le peuple » n'existe pas. Ce qui existe ce sont des figures diverses, voir antagoniques du peuple, des figures construites en privilégiant certains modes de rassemblement, certains traits distinctifs, certaines capacités ou incapacités : peuple ethnique défini par la communauté de la terre ou du sang ; peuple-troupeau veillé par les bons pasteurs ; peuple démocratique mettant en œuvre la compétence de ceux qui n'ont aucune compétence particulière ; peuple ignorant que les oligarques tiennent à distance, etc.* » (Rancière, 2013 : 138-139).

Mais cela ne saurait suffire, car encore faut-il réellement se séparer. La mise en place de ce peuple, coordonnée autour de l'idée de sa liberté, de son autonomie, agencée sous la forme particulière d'un espace et des formes d'habiter que cet espace fait naître, n'a de sens que par la révocation de la possibilité même d'un État souverain - car il n'y a de peuple réel que contre l'État. C'est ce que proposera Badiou, qui à l'analyse déterminera que : « *C'est (...) dans la rétroaction de l'inexistence d'un État que « peuple » peut participer à la désignation d'un processus politique, et donc devenir une catégorie politique. Dès que l'État en question est constitué, régularisé, inscrit dans la « communauté internationale », le peuple dont il se réclame cesse d'être un sujet politique. Il est de façon universelle, et quelle que soit la forme de l'État, une masse passive que l'État configure.* » (Badiou, 2013 : 14). C'est en cela que toute la puissance proprement exaltante de la combinaison de ces pensées s'impose – cette puissance tout à fait nécessaire, et nécessairement radicale : l'idée de peuple, débarrassé dans nos esprits de tout ce qu'il a de patriotique, de fétide et de réactionnaire, peut se charger, contre l'État et contre toute possibilité de cristallisation, de la réappropriation de la Terre, ainsi que de nos vies.

Or, la France n'est pas orpheline de telles perspectives et encore moins pauvre de

ces dynamiques régionalistes-sécessionnistes. L'actualité a vu élire il y a peu une majorité indépendantiste en Corse, dont le projet politique affiché semble être uniquement la reprise en main de sa terre – avec près de 57% des voix. Le 29 août dernier, le collectif de gauche indépendantiste « Douar ha Frankiz » (« Terre et Liberté » en breton) en appelait à l'indépendance de la Bretagne ; celui-ci avait pour objet de démontrer la validité de ses revendications en comparant sa population à celle du Danemark, de l'Irlande ou de la Croatie, et son PIB par habitant.e, similaire à l'Espagne et supérieur à la Pologne[1]. Enfin, le pays Basque semble être l'objet d'une vie inconnue à ceux qui ne sentent que la froideur bureaucratique d'un État-Nation, car là : « *(...) on s'aperçoit en l'arpenant qu'y palpète un monde autre, déroutant, presque anachronique au premier regard : le monde en interstices d'un peuple à la langue aux sonorités plus asiatiques que latines, à la culture vivace, qui se bat pour l'indépendance de son territoire. (...) En traversant villes et villages du Pays basque Nord, à condition d'être attentif, on est délicieusement étonné de constater que la carte est menteuse. La France n'est pas partout, notre oreille nous le dit, à l'écoute de l'euskara qui sonne sec et dur ; lorsqu'on l'entend en passant, on sait que par ici, ça résiste.* » (Introduction du site Borroka !)[2]. Et c'est par ce feu autonomiste que, par exemple, les paysans basques ont créé une Chambre d'agriculture alternative.

Or, par leurs liens étroits avec leurs milieux écologiques de vie, les populations concernées peuvent être perçues comme des acteur·ice·s biorégionalistes. La pensée régionaliste, en tant qu'elle constitue en sa façon d'habiter la terre et en son autonomie son « *mode de rassemblement* » (Rancière, op. cit.), en faisant valoir l'esprit d'une terre par ses habitant·e·s, par les modes d'être qui s'y produisent, permet déjà de travailler à changer ... l'horizon du monde, le regard que nous y portons. Comme l'écrit Sale : « *Les mouvements proviennent ...*

[1] <https://www.breizh-info.com/2020/08/29/149354/point-de-vue-la-bretagne-a-les-moyens-de-son-independance/>

[2] <https://euskadi.mauvaisetroupe.org/introduction/>.

... de peuples enracinés dans leurs territoires et leurs histoires régionales depuis plusieurs siècles, tout cela ayant produit les caractéristiques spéciales de ces terres et ces spécificités dans les langues, les vêtements, les musiques et les folklores pour lesquels ils se battent aujourd'hui. C'est précisément parce qu'ils sont extrêmement liés à la géographie de leur lieu de vie que ces peuples ont duré si longtemps en tant qu'entité séparées, des cultures à part, et ce malgré les efforts considérables des gouvernements nationaux pour éradiquer leurs langues, détruire leurs institutions et nier leurs héritages » (op.cit. : 205).

RELOCALISER NOS VIES DANS LES COMMUNAUTÉS GÉOGRAPHIQUES

Enfin, si dans la pensée biorégionaliste, la sécession première est celle des chaînes de dépendance des Etats-Nations, ainsi que de leurs duplications sous forme de baronnies territorialisées, cela ne peut se faire sans consubstantiellement rompre avec leurs premières constructions : les métropoles. La biorégion fait en théorie d'une pierre deux coups, considérant la dualité historique : remiser les découpages et les modes d'intervention de la souveraineté nationale et de l'autorité centrale, et à cette fin démanteler les grandes villes, creuset de des hiérarchies nécessaires à la polarisation marchande et au capitalisme infrastructurel. La fragmentation clairement inscrite dans la pensée biorégionaliste passe alors par le débranchement métropolitain. « [...] un écosystème sain ne peut soutenir un trop grand nombre de villes » nous dit Sale (op.cit. : 161).

C'est d'autant plus ici que le sécessionnisme cesse d'être simple ambition pour s'incarner spatialement par et dans les biorégions. Loin de la démesure de l'hyper-concentration et de la centralisation métropolitaines, les 10 000 villages, bourgs-centres, petites villes de proximité qui maillent l'ensemble du territoire national, voire les plus 400 villes

moyennes le plus souvent présentées comme en déclin, pourraient déjà préfigurer une armature biorégionale. Tout ceci au profit de cultures artisanales et de la terre, de l'agro-écologie paysanne et de la permaculture, tout comme de formes renouvelées d'économies endogènes et solidaires, nécessaires à la mesure et plus encore au soin de nature. Il n'est plus question de grandes scènes internationales élitistes mais bien de petits théâtres participatifs. Il n'est plus question de grandes chaînes commerciales mais de commerces indépendants de productions locales etc. « Elle [la campagne] pourrait être la source de ses propres créations et innovations, de ses propres formes d'art et d'artisanat, de ses propres modèles politiques de délibération et de relations sociales ; une voix un peu différente, plus terre-à-terre » (Sale, op.cit. : 161).

Aussi, alors que l'Etat capitaliste n'a eu de cesse, sur les deux siècles écoulés, d'exploiter et de disqualifier les espaces ruraux pour nourrir les méga-machines urbaines, le projet biorégional a quant à lui bien pour ambition un retournement. Il ne s'agit pas de singer le modèle métropolitain pour faire des territoires ruraux un nouveau phare de l'attractivité (comme souhaité par la biovallée drômoise), mais de cultiver la singularité de ces espaces, qui proposent à n'en pas douter les milieux et formes de vie les mieux à même d'infléchir la tendance écocidaire de la civilisation urbaine, que ce soit par l'habiter ou les ressources écologiques, les liens d'entraide et les formes coopératives. Mais se pose alors une autre question, celle de la répartition socio-spatiale. Et là aussi, les possibles sont bien là.

En premier lieu, des réseaux dessinent déjà allègrement les contours d'espaces biorégionaux sans pour autant en porter le nom. C'est ce que l'on peut observer ... notamment en Bretagne, mais aussi dans le Limousin, le Pays Basque, les Cévennes... loin, des grandes concentrations urbaines. Dans ces milieux, une multitude d'initiative

et d'expériences selon différentes cultures de l'écologie et de l'autonomie maille les espaces, qu'il s'agisse d'enclaves décentralisées telles des zones à défendre, ou de communautés intentionnelles/existentielles revigorées, de coopératives intégrales ou de fermes écologiques à vocation sociale, d'éco-lieux divers et variés ou de centrales villageoises, et ce jusqu'à des prises municipales ostensiblement radicales à l'exemple parmi quelques autres de Trémargat où depuis un mouvement paysan dans les années 1970 contre l'agriculture intensive, la population met en place (surtout depuis les années 1990) un véritable projet alternatif fondé sur l'écologie, l'entraide et la décroissance. Ce sont de telles expériences qui viennent nourrir des perspectives biorégionalistes, en premier lieu par le réempuissantement des imaginaires par celui des pratiques, dans la création d'autonomies multiples.

Plus largement, s'il n'est plus question de faire masse contre la nature par les densités démesurées, mais bien corps avec le vivant, de tels archipels signent la possibilité d'une autre répartition des habitant.e.s, avec justement comme dessein

l'autonomie. On estime en moyenne en France par l'agro-écologie paysanne et par les expériences permaculturelles la surface nécessaire de 700 à 1 000 m² par habitant.e pour satisfaire les besoins alimentaires, d'abord en légumes avec petit élevage d'appoint, sans intrants ni mécanisation. Cette surface va jusqu'à 2 000 m² lorsque l'on inclut les dépendances de circulation légère et de stockage, et les emprises nécessaires à l'habitation et aux activités collectives de proximité. En cumulé, cela fait de 1/8ème à 1/4 du territoire hexagonal, soit moins que les surfaces artificialisées pour les modes de vie urbains (officiellement 7,6 % de la superficie hexagonale), une fois inclus les hectares fantômes, au premier chef les étendues de terre nécessaires aux artifices du mode de vie urbain (et notamment une bonne partie des 38 % de la surface agricole utile dédiée en France à l'agriculture conventionnelle). Rappelons que les parisiens.ne.s consomment 313 fois plus que la superficie de la ville pour vivre. Chacune de nos vies occidentalisées a besoin de 427 esclaves énergétiques.



3.2 FAIRE AUTONOMIE DES ETATS-NATION ET DE LA MÉTROPOLISATION PAR LA RELOCALISATION DANS LA COMMUNAUTÉ POLITIQUE



LES PENSÉES ÉCO-ANARCHISTES POUR IMAGINER LA BIORÉGION

Si, comme nous l'avons dit, le terme de biorégion apparaît dans les années 1970, nous retrouvons ses grands principes dans bien d'autres écrits antérieurs n'utilisant pas le terme. C'est notamment dans la pensée anarchiste que l'on remarque les premiers grands traits d'une conception

iorégionaliste. L'anarchisme constitue autant une philosophie qu'un ensemble de pratiques d'organisation dont l'objectif est la suppression des rapports de pouvoirs et de domination pour la création de sociétés libres et égalitaires, avec en leur cœur les principes de coopération et d'altruisme. Plus encore, les anarchistes développent des conceptions écocentrées dans les relations au vivant. Elisée Reclus dans *Nouvelle géographie universelle*. ...

...*La Terre et les hommes* (publié entre 1876 et 1894), insiste sur le fait que l'espèce humaine devrait partager la terre avec l'ensemble des espèces, et sur la nécessité d'un rétablissement de l'équilibre et de l'égalité entre humanité et biosphère (Springer, 2018).

Cela rejoint Kropotkine qui, dans *L'Entraide* (1902), défend cette forme d'organisation sociale. L'entraide non seulement provient des temps immémoriaux mais surtout permet d'ancrer l'espèce humaine dans la communauté du vivant sans hiérarchie ni pouvoir, comme l'explique Springer : « *Elle [l'entraide] crée des liens communautaires solides et alimente un sentiment profond d'affinité et d'empathie à l'égard des autres êtres humains, des animaux, non humains et de la biosphère* » (op.cit. : 21). A cette fin, tout comme Reclus, Kropotkine souligne la nécessité de rompre avec l'idée de supériorité d'une culture sur une autre, en opposition directe de l'ordre racial et colonial de l'époque. Et nous retrouvons les valeurs de la biorégion : l'harmonie écologique entre espèces et le refus de la domination expansionniste.

Dans ce registre, les anarchistes défendent l'idée de la taille limitée et de la petite communauté humaine comme forme d'organisation sociale et politique contre le centralisme étatique. Pour Reclus, c'est « *de proche en proche, par de petites sociétés aimantes et intelligentes, que se constituera la grande société fraternelle* » (cité in Springer, op.cit. : 20). Ainsi donc, les principes libertaires de libre fédération des personnes et des collectivités contre l'Etat ne sauraient résumer la pensée anarchiste. « *Loin d'être une vision abstraite de la société de l'avenir, [l'anarchisme] est la description d'une forme d'organisation humaine enracinée dans l'expérience de la vie quotidienne, aux côtés des tendances autoritaires dominantes et en dépit de celles-ci* » (Ward, cité in Springer, op.cit. : 101). C'est d'ailleurs au retour d'un voyage dans les communautés

issues du mouvement des Diggers (qui par un retour à la terre créent des formes de vie écologique et libertaire) que Berg théoriserait la biorégion. Ce mouvement est un collectif militant contre-culturel anarchiste, très actif notamment à San Francisco entre 1966 à 1969. Il se dissout après la création de plusieurs communautés écologistes, pour rejoindre une autre inspiration de la biorégion : le mouvement *back-to-the-land*. Celui-ci prône et crée un retour à des mondes agraires avec comme indiqué l'autonomie pour principe premier. Enfin, plusieurs réseaux militants radicaux tel que *Earth First !* alimentent les réflexions biorégionales en revendiquant l'action directe et l'éco-sabotage pour mettre fin au système capitaliste. Nous en trouvons une expression magistrale et plus que jamais d'actualité dans *le Gang de la clef à molette* d'Edward Abbey (1975, trad. 2017).

Dans cette filiation anarchiste de la biorégion, c'est le mouvement des naturiens qui, en Europe, peut indéniablement venir inspirer les perspectives autonomistes biorégionalistes. À la fin du XIX^{ème} siècle et en réaction à la civilisation industrielle, les naturien·ne·s cherchèrent à créer *ici et maintenant* l'émancipation par la création de communautés. Face à des désillusions fortes de l'organisation politique, notamment syndicale, et suite à de nombreuses défaites, notamment celle de la Commune (1871), il s'agit d'effectuer une sécession radicale avec le monde qu'ils et elles récusent : « En prônant une forme de primitivisme, en exaltant les bienfaits de la vie simple et naturelle, les naturien·ne·s s'élèvent aussi contre les idoles de leur temps et recherchent des solutions concrètes aux apories de la société industrielle. » (Jarrige, 2020). Ils et elles appellent à la création de « colonies » : des petits groupes d'humain·e·s vivant en harmonie avec la nature grâce à la décroissance, l'entraide et l'autonomie.

Si les naturien·ne·s vont être largement invisibilisé·e·s dans le grand récit de l'Histoire, particulièrement par la mise sous le boisseau de larges pans des pensées écologiques, ce mouvement représente néanmoins indéniablement un creuset puissant pour toute pensée biorégionaliste de ce jour, à la fois dans la critique têt advenue qu'ils proposent du progrès, de la technique, du travail etc. mais plus encore dans les réponses concrètes apportées comme la sobriété, la libération sexuelle, la fin des hiérarchies, du salariat, de la spécialisation etc. Cette mise en pratique de l'anarchisme révèle par ailleurs l'importance de créer des réseaux dépassant les communautés et personnes. Autant de raisons de revisiter de telles expériences et d'en tirer inspiration.

Outre l'anarchisme, un autre mouvement a pu également inspirer la pensée biorégionaliste : le régionalisme. Ce dernier prend notamment naissance avec les écrits du botaniste Patrick Geddes qui, inspiré par les écrits de Vidal de la Blache ou de Reclus, critique fortement l'urbanisation massive des États-Unis et le conduit à développer le *regional planning* comme alternative au « *métropolitisme* » ainsi qu'au centralisme étatique. Néanmoins, si Sale voit dans le régionalisme la fragmentation salutaire des grandes constructions nationales, il souligne aussi que ce mouvement ne cherche pas ostensiblement l'autonomie et dès lors ne menace nullement le règne étatique, voire même le renforce : « *dans la mesure où il ne menace pas l'hégémonie nationale, il est au contraire plutôt bien accueilli – quand il n'est pas encouragé même par les gouvernements, qui voient en lui un bon moyen de gouverner et de répartir les services au sein de pays trop grands* » (op.cit. : 206). Plus que dans le seul régionalisme, c'est donc dans le séparatisme, et donc le sécessionnisme vu plus haut, qu'il conviendrait d'aller chercher quelques fils autonomistes actuels de la pensée biorégionaliste.

Mais plus encore, ce qui représente aujourd'hui l'une des expériences les plus remarquées de ce séparatisme autonomiste

se trouve à l'étranger, tout d'abord dans la région du Chiapas, au Mexique. En 1983, se fonde l'*Ejercito Zapatista de Liberacion Nacional* (armée zapatiste de libération nationale, EZLN) qui se fait connaître le 1er janvier 1994 en occupant, par les armes, sept villes du Chiapas. Ne parvenant pas à négocier une reconnaissance institutionnelle, ils et elles optent pour l'application réelle des revendications indigènes : « *ils créent, en août 2003, cinq Conseil de bon gouvernement (...), afin de mettre en œuvre le régime d'autonomie prévu par les Accords de San Andrés* » (Baschet, 2016 : 56). Ces conseils vont être au fondement de la mise en pratique d'une autonomie politique coordonnée au niveau régional. Au centre de cette organisation politique se trouvent la transparence, avec des conseils ouverts à tou.te.s, ainsi qu'une non-spécialisation des tâches de gouvernement.

Une autre figuration explicite de l'autonomie politique, non moins médiatique, celle du Rojava, est fondée sur une expérience de municipalisme libertaire. Selon Bookchin, qui en est le premier théoricien, cette organisation politique permettrait, à travers des assemblées municipales et des institutions confédérales, de faire vivre une démocratie directe en contrepoids à l'État (Bookchin, 2003 : 38). Au Rojava, ces théories s'illustrent par une lutte portée par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan qui est à l'initiative de la résistance armée), qui se traduit par une opposition militaire en vue de créer cette organisation politique autonome et libertaire. Mais, comme pour l'anarchisme, les réflexions sur le municipalisme invitent là aussi à dépasser les seules considérations sur les luttes et leur quête autonomiste pour penser les constructions sociales des réalités écologiques. Comme au Chiapas « *cette utopie concrète a posé les bases d'une manière de bien vivre, choisie et collectivement assumée, qui s'oppose à l'idéologie du développement et à la quantification marchande* » (Baschet, 2017). C'est ce que propose également Bookchin par l'« *écologie sociale* », non sans quelques questions demeurant en suspens.

L'ÉCOLOGIE SOCIALE ET SES
LIMITES... ÉCOLOGIQUES

À la source de sa réflexion, Bookchin affirme sur le fait que la société, trop souvent analysée comme anti-écologique (le fameux divorce entre nature et culture/société), n'est autre que le résultat d'un processus naturel : « *La puissance de l'écologie sociale tient dans l'association qu'elle établit entre société et écologie, en comprenant que le social est, au moins potentiellement, une réalisation de la dimension latente de la liberté dans la nature, et que l'écologie est un principe d'organisation majeur du développement social* » (1990, trad. 2020 : 141). Puis, en faisant le constat de la surdétermination et de la saturation de nos sociétés institutionnalisées, Bookchin développe une réflexion sur les hiérarchies instituées comme causes du biocide en cours.

Pour l'auteur, *les dominations entre les classes économiques, les âges, les sexes etc. sont le produit de l'écologie officielle et de l'environnementalisme gestionnaire*, dominations devant dès lors être placées au cœur des oppositions écologistes. « *Une société écologique doit être non hiérarchique, sans classes, si l'on veut éliminer l'idée même de domination sur la nature* » (1982, ibid. : 12). Et, à cette fin, la biorégion lui paraît une voie prometteuse : « *L'accent mis récemment sur les biorégions comme cadre de communautés humaines diverses apporte de solides arguments en faveur de la nécessaire réadaptation des techniques et des styles de travail aux conditions et possibilités des zones écologiques particulières. Les exigences et possibilités de chaque biorégion imposent une lourde contrainte aux prétentions de l'humanité à la souveraineté sur la nature et à l'autonomie par rapport aux besoins de celles-ci* » (Bookchin, 1990, ibid. : 75).

Néanmoins, contrairement aux expériences naturiennes, cette proposition se heurte à deux limites étroitement imbriquées, l'une dans la pensée même de Bookchin, l'autre dans la voie dès lors ouverte pour l'usage de l'écologie sociale.

Car Bookchin n'a jamais été clair sur le démantèlement urbain – et sur la nécessité des fins destituantes pourtant visiblement poursuivies pour une société écologique. Dès lors, et logiquement, l'écologie sociale défendue par nombre d'héritiers de sa pensée aujourd'hui reste encadrée dans les héritages marxistes de la lutte ouvrière - et donc se noie dans les pensées politiques d'un social fort peu écologique, car très urbano-centré : « droit à la ville », « droit au travail », « droit au logement »... En fait, même si Bookchin a tôt questionné la pertinence environnementale de l'urbain : « *C'est dans les grandes villes que l'on trouve, nous dit-on, une diversité d'individus et une grande richesse de relations humaines. Il nous semble pourtant au contraire que l'environnement humain se simplifie à l'extrême dans les métropoles modernes (...)* D'un point de vue biologique, l'univers urbain austère et monotone, fait de béton, d'acier et de machines, constitue un environnement relativement frustré et la forte division du travail propre à l'économie moderne et urbaine impose des activités extrêmement limitées et ennuyeuses... » (1962 : 89)... lui comme ses héritiers, n'invitent pas, loin s'en faut, à démanteler les sociétés urbaines et leur genre urbain, mais plutôt, face aux métropoles grossissantes, à retrouver un temps glorieux où la ville a prétendument pu être écologique parce que prétendument plus démocratique (1992).

Il n'en fallait pas moins aux pensées municipalistes de ce jour pour écarter de l'écologie sociale toute responsabilité des effets concentrationnaires de l'urbain sur l'entière des écosystèmes. C'est pourtant, selon Bookchin lui-même, en repensant nos rapports à l'ensemble du vivant que nous pourrions retrouver de la justesse et de la justice dans nos liens au sein même de notre espèce. C'est surtout dès la révolution néolithique, et l'apparition des premiers groupements proto-urbains, comme depuis lors le déploiement des Cités-Etat, que la ville se construit comme de nécessité économique et politique, toujours au détriment du ...

... vivant (Scott, 2019). La ville est économique, pour asseoir les rendements par la sédentarité et toutes ses opportunités marchandes ; la ville est politique, pour légitimer gouvernements et institutions par la régulation des corps et l'ordre des conduites, et notamment par la spécialisation des savoirs et la professionnalisation des activités que nous retrouvons pourtant dans plusieurs projets se réclamant du biorégionalisme (supra). Sur les deux derniers siècles, le capitalisme a même fait de l'urbain, et donc de l'urbanisme, sa médiation fétichisée première pour croissance et concurrence, abondance, opulence. En toute inconséquence.

C'est en fait uniquement par la relocalisation dans la communauté biotique que l'écologie sociale pourra sérieusement se réaliser. Ce qui passe évidemment par la création d'un autre rapport au vivant, car la saturation, loin d'être uniquement institutionnelle, est devenue d'abord existentielle, et l'autonomie relationnelle avant d'être du ressort d'un quelconque municipalisme, libertaire ou non. L'écologie sociale officielle de ce jour reste muette sur des questions pourtant premières, telles la démesure du monde et la taille limite des groupements humains, telle la nécessité de désaturer nos vies de la marchandise pour apprendre frugalité et ainsi recouvrer quelques libertés... Bref, elle reste inopérante sur la décroissance dorénavant prioritaire pour la survie.

Or, ceci passe immanquablement par le démantèlement de la grosseur urbaine et la lutte radicale contre la métropolisation du monde. Sous nos latitudes, seules les groupements humains situés entre 500 et 20 000 habitant.e.s peuvent prétendre faire simultanément autosubsistance écologique pour satisfaire les besoins vitaux (production d'agriculture vivrière et d'énergie, construction de logements, offre de services de proximité...) et autogestion démocratique des usages, par articulation d'assemblées locales d'autodétermination et d'assemblées confédérales de coopération. Ceci est ren-

-seigné de longue date par l'archéologie tropicale, par l'anthropologie culturelle, tout comme plus récemment par les Utopies sociales du XIXème siècle voire de manière très contemporaine et concrète par le mouvement des Villes en transition, qui rassemble à 90 % des unités de ce niveau de peuplement.

Même Bookchin, dans son ouvrage intitulé *Notre environnement synthétique*, est explicite sur le fait que les sociétés fondées sur l'éolien et le solaire seraient plus « décentralisées ». Il entendait par là des communautés moins denses et une économie peu intensive en ressources physiques, pour des tribus de petits paysans, de petits commerçants et de petits artisans. Serge Latouche ne dit pas autre chose quand il écrit que « *les énergies renouvelables comme le solaire, la géothermie ou l'éolien qui ne se stockent pas ou mal sont adaptées à des implantations et des usages locaux. Elles conviennent bien aux sociétés décentralisées, sans grandes concentrations humaines* ».

Mais il demeure une large série de questions sur les potentiels écologiques de la décentralisation, ainsi que sur les arbitrages face aux « séries d'antagonismes » dont parlait Proudhon, et donc à la tentation hégémonique, au risque d'asservissement, de certaines unités communales ou confédérales sur d'autres. Quels sont les rôles coopératifs de chaque entité ? Une santé pleinement environnementale organisée à l'échelle confédérale ? Une alimentation pleinement écologique produite à l'échelle communale ?... Et au final quelles sont les visées d'autonomie écologique que le confédéralisme autogestionnaire pourrait porter ? Voilà tout ce que le municipalisme ne renseigne jamais. Voilà tout ce que l'éco-anarchisme et l'écoféminisme pourraient œuvrer à préciser.



SYNTHÈSE

Ainsi, l'écologie politique de la biorégion est autonomiste et donc sécessionniste, car, pour faire autonomie, plusieurs sécessions sont à envisager. Tout d'abord, une sécession face aux États-nations et à leurs institutions qui interdisent un empoussantement des populations. En outre, une sécession face à la métropolisation du monde et aux aliénations imposées par le capitalisme néolibéral urbain. Cette métropolisation est l'impossibilité première de toute écologie, par l'autonomie.

Cela suppose donc une relocalisation de nos vies et modes d'existences dans des communautés géographiques vivantes et populaires, de même que de puiser dans les pensées et expériences éco-anarchistes pour faire communauté politique. Toutefois, si les perspectives autonomistes et politiques de la biorégion peuvent trouver écho dans l'écologie sociale, sa visée première et les traductions de ce jour ignorent globalement de telles relocalisations pourtant essentielles.

La communauté politique de la biorégion ne pourra se réaliser que dans une attention forte à la destitution et à l'autonomie, afin de créer des mondes véritablement vivants.

4. LA BIORÉGION OU LA CONSTRUCTION D'UN MONDE VIVANT POST- URBAIN



4.1. LUTTER POUR LE VIVANT (ET NOTRE SURVIE EN SON SEIN)

« *La Modernité vit, toute entière, dans l'Apocalypse, (...) Il faut donc accepter de tenir enfin pour de bon un discours apocalyptique au temps présent.* » (Latour, 2015 : 252). Nous le sentons, nous le vivons. Captifs des villes ou muselés du territoire, pris dans des appareils capitaliste et techniciste, nous ne savons plus en fait comment répondre de l'urgence. Cyniques, nous ne nous sentons pas la force de dévier la puissance humaine de ses velléités. Or nous voyons, nous savons que la vie urbaine est une vie de servitude. Non pas seulement parce que notre regard ne touche jamais l'horizon, mais parce que, nous l'avons vu jusqu'ici, la ville est un gigantesque appareil de pouvoir. Enfermés chez nous, les limites de la ville n'en sont que plus palpables. Et nous savons aussi qu'il ne suffit pas de partir en campagne sans rien changer pour y échapper. Cela transpire de tout ce qu'il a été dit plus tôt : la ville a d'abord colonisé nos imaginaires et fait sienne nos perceptions (Faburel, 2020).

Il s'agit donc maintenant d'exister. Et il convient de mettre sous ce terme autre chose que des vies contraintes, un sort déterminé d'avance par le devenir-marchandise du devenir-ville. Pris dans le rôle éternel d'un homme de paille incapable d'autre chose que de maintenir les champs alentours vides de vie, sans le vouloir, malgré nous, nous voulons nous libérer de cela. Une vie de mule, une vie sans air, triangulé par les mêmes étaux, la famille et le travail, et surtout, une vie où la terre n'a aucun sens, pour elle comme pour le reste. Mais comment ?

S'il nous faut commencer quelque part, entamons par cette remarque simple : nous ne pouvons plus nous en tenir à des luttes inoffensives, puériles dans leur fonction et dans les croyances qui les sous-tendent, et qui consistent à penser qu'avec du temps et de l'énergie, nous pouvons infléchir la barre du capitalisme, suffisamment pour nous retrouver sur le bon chemin. Nous ne le dirons pas mieux

que Mark Alizart, qui en 2020 écrivait : « *La crise écologique, c'est l'aubaine faite au « capitalisme du désastre » d'étendre son emprise sur la terre entière* » (Alizart, 2020, 15). Lorsque Chamayou enquête sur les théories et discours qui ont forgé, et forgent encore, le monde que nous connaissons, capitaliste et néolibéral, il note que : « *La pollution d'un lac ne devient une réalité économique – une réalité tout court – que s'il existe par exemple une base nautique qui verra ses revenus baisser en conséquence. Un lac non capitaliste, en revanche, n'existe pas. La thèse fondamentale est que l'appropriation marchande de la nature est la condition de sa préservation.* » (Chamayou, 2018 : 188).

Faut-il encore s'en émouvoir ? Il s'agirait plutôt de laisser derrière nous ce qui est déjà perdu, et tenter, pour nous, d'arriver à voir le monde autrement. Car là est bien tout notre problème : la perception néolibérale du monde est agissante d'abord parce qu'elle a atteint jusqu'aux manières de voir, de percevoir et sentir, de nous tous. « (...) *les petites mains que sait fabriquer le capitalisme (...) ne sont pas aveuglées par une idéologie. Il vaudrait mieux dire, employant un vocable sorcier, qu'elles sont « mangées », c'est-à-dire affirmer que c'est leur capacité même à penser et à sentir qui a été la proie de l'opération de capture. Être aveugle implique que l'on voit « mal », ce qui peut être corrigé ; mais être capturé implique que c'est la puissance de voir qui est elle-même affectée.* » (Pignarre et Stenger, éd. 2007 : 62).

Nous voilà malade de maîtrise donc, « dénaturé » en quelque sorte : notre conjoncture fait de nous aussi, pour nous même, les véritables ennemis. C'est pour cette raison-là, notre participation dans cette destruction annoncée des conditions de possibilité du monde, qu'il n'est plus possible désormais de se contenter de reprendre la lutte, de récupérer le flambeau ...

...de nos ancêtres, inchangé, et de le porter plus loin. La bataille n'est plus la même - il faut en prendre acte. Et soyons clair, il ne s'agit pas pour nous de dire que n'existent plus les formes anciennes du capital, que ce dernier est suranné ; non plus de dire que les âmes des femmes et hommes engagées dans les luttes pour la justice en sont absurdes. Nous voulons dire que s'érige désormais, devant n'importe quel soleil de l'esprit, une fantastique montagne : la nécessité de nous battre pour la Terre, la terre, car cette bataille conditionne toutes les autres. Peu importe la justice ou la liberté, si nous ne gagnons pas ce combat-là c'est au prix de toute vie. Il est donc urgent de pivoter sur nos appuis, de changer de posture, et d'infuser au sein de la pensée la violence de la survie.

4.2 VERS UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE RADICALE POUR UNE PENSÉE BIORÉGIONALE

Dans le foisonnement réflexif du moment, lorsqu'il s'agit d'expériences biorégionales hexagonales ou simplement d'emprunter à certaines sources jugées privilégiées, les expériences analysées mettent en lumière une triple ornière : 1/ celle de la perspective gestionnaire et planificatrice des pensées institutionnelles visant adaptation techniciste à la mondialité urbaine (cas bordelais), 2/ celle de la perspective culturaliste et patrimonialiste visant reformisme local et instrumental de la dite mondialité urbaine (cas italiens), 3/ celle de la perspective effondriste comme saut a-politique dans la subsistance d'après métropolisation du monde (cas francilien). Pour éviter ceci, tout indique que le chemin à privilégier est celui de la puissance individuelle d'action pour repolitiser notre habiter de la terre, et ainsi relocaliser les vies dans la communauté biotique. Notre cheminement suppose donc que toute composition biorégionale rompe véritablement avec le paradigme dominant de pensée, et ce en réduisant la dépendance aux infrastructures capitalis-

En un mot : plus aucune lutte n'a de sens si on n'y perçoit pas comme horizon cette lutte de nos cœurs pour le vivant. Ainsi pour nous, il ne suffit pas de dire que cette fois doit être la bonne, car le péril est la mort du monde ; nous nous sommes déjà couchés. Il est bien tard.

Or, si, des montagnes du Chiapas à l'air iodé de la Bretagne en passant par la langue chantante du catalan, des prises d'autonomies se sont réalisées ces dernières décennies, force est de constater à l'issue de ce tour d'horizon biorégional que la rupture proposée demeure souvent bien pâle ou alors, pour ces exemples, n'a pas accouché.

-tiques (en premier lieu l'urbanisation) et aux dispositifs biopolitiques (en premier lieu les savoirs dominants) que construisent la marchandisation et la technicisation triomphantes de nos rapports au vivant. Or, dans ce registre, force est de remarquer que nombre des expériences relayées, et, quoiqu'il en soit, toutes celles imaginées en France, ne portent pas, loin s'en faut parfois, une telle radicalité. L'écologie de rupture parfois avancée ressemble à s'y méprendre à une nouvelle sépulture.

Ici, compte tenu de la perversité identitaire du renfermement culturel, compte tenu du cynisme gestionnaire de l'académisme de gouvernement ou encore de l'insouciance organisationnelle de l'effondrisme du moment, deux perspectives sont à considérer prioritairement : la première est sécessionniste, la seconde autonomiste, toutes deux vis-à-vis de l'Etat-nation et son urbanisation de la terre. Il est vrai que si la biorégion invite à penser les écosystèmes dans la diversité de leurs po-

-pulations (humaine, animale, végétale) et à comprendre leurs fonctionnements à l'aune de leurs caractéristiques écologiques face à l'extermination du vivant, alors il s'agit de combattre les logiques de polarisation productive, de concentration humaine et de centralisation politique qui dépossèdent chacun.e de toute puissance par les desseins économique-politiques de polarisation métropolisée du monde.

Il faut donc démanteler... en relocalisant les manières de faire et les prises de décision, pour enfin quelques interdépendances non pas entre humains mais d'abord et avant tout au vivant. Et pour ce faire il y a certes sans doute à penser des comités de vallée et des syndicats de montagne, des fruitières de comtés ou encore des coopératives d'artisans. Il y a certes sans nul doute à faire droit aux savoir-faire vernaculaires et à bien d'autres pratiques culturelles de la terre, selon ce qu'il est possible de faire dans et avec les milieux, en réformant bien évidemment fondamentalement les régimes de propriété foncière (cf. communalisation).

Mais, pour ce faire surtout, la biorégion se doit d'abord d'énoncer ce que pourrait être son écologie politique, comme programme d'action directe, réarmant ainsi la puissance subversive de chacun.e

par une pensée critique des politiques de l'Empire. Or, compte tenu de l'ensemble des faux-semblants relayés, auxquels nous ajoutons bien volontiers toutes les pensées d'une écologie sociale très en vogue bien que, au final, fort peu écologique, cette écologie politique ne pourra être que radicale (Springer, 2018) et relationnelle (Escobar, 2019), et sa construction qu'anarchiste et autonomiste, autogestionnaire et confédérale, face à l'ordre territorial écocidaire et à ses injonctions à l'habiter urbain de la terre.

Dès lors, même s'il ne s'agit en aucun d'un modèle à dupliquer, l'autodétermination des populations représentant l'enjeu premier, seule l'expérience cascadienne nous semble être une véritable inspiration, en écho d'ailleurs à la profondeur de champ ouverte par quelques réalisations naturiennes relayées plus haut. Là seraient d'autres formes-de-vies écologiques, celles de la redéfinition des besoins par la décroissance, celles d'un réhabiter la terre en relocalisant nos vies pour refaire autonomie, celles du refaire corps avec le vivant en cessant de faire masse contre la nature.



4.3. LA COMMUNAUTÉ BIOTIQUE COMME PROGRAMMATIQUE

Que faire alors, quand l'enjeu semble tellement hors de portée ? À l'échelle de l'humanité, nous répondons qu'il nous faut nous désaxer de la logique comptable et libérale, déboulonner notre manière rationalisante de percevoir, et créer de nouvelles alliances. Pour cela donc, entamer un programme et commencer quelque part. Commencer par transformer nos façons de vivre, d'habiter, de sentir le monde autour de nous, ce monde qui ne s'offre jamais vraiment, ou alors comme ...théâtre et théâtralisation de notre existence. Loin des horizons clos de l'urbain triomphant, nous voulons nous rallier à la proposition que Guattari, sous le projet écosophique, nous donnait comme hypothèse de travail (2013). C'est en regardant la nature comme dominant que la nature est un objet dominé. Et précisément, lorsque nous nous tournons vers la pensée du vivant, nous trouvons dans le discours de Morizot précisément le même enjeu. Lorsqu'il nous parle de notre manière d'aborder le vivant, notre rapport avec celui-ci, il ne nous parle pas d'autre chose que de ce lien d'engendrement.

« Cela nous rappelle que certaines des manifestations intimes de nos affects humains les plus hauts sont en fait profondément et strictement animales. Ce sont des dispositions de nos corps, hérités de notre histoire évolutive. A partir de là, l'animalité humaine n'a plus rien à voir avec la bestialité, la férocité, le grossier... Elle est faite d'ascendances et d'affects animaux qui peuvent être déclinés ou subvertis, mais qui continuent de s'exprimer jusque dans nos comportements les plus quotidiens, les plus exigeants, les plus riches... Les ascendances animales sont partout, dans la totalité de nos comportements, et se manifestent en mosaïques, qui peuvent être détournées, décalées par la culture et la décision individuelle, nos styles intimes de faire avec ces héritages, mais elles sont là à chaque instant, et c'est cela, l'animalité des humains. Quelle joie d'être un animal, alors. » (Morizot, 2020, pp.120-121)

Mais c'est aussi cette même relation qui nous donne la possibilité de retisser un lien avec le biotope, nous donne par là un sentier aux implications vertigineuses pour transformer notre manière d'habiter et de faire monde. Car travailler à ce lien, de mise en relation avec le vivant, suppose une opération qui est pour nous au fonde-

ment de toute condition de possibilité d'une biorégion viable pour demain : réintégrer la bête-humaine au sein de sa communauté biotique (Léopold, 1949).

Pour Baptiste Morizot « *la communauté biotique désigne en écologie la biocénose comme ensemble des relations entre les espèces animales et végétales en présence. Mais elle omet, par choix méthodologique, l'humain. (...) Ici on entend lui conférer une dimension politique. La communauté biotique, prise dans ses relations trophiques complexes, ses jeux de construction de niche, ses interactions symboliques constantes, est la cohabitation géopolitique cherchée* » (Morizot, 2016 : 42). Pour cohabiter dans cette communauté, Morizot propose le modèle diplomatique comme mode de présence à l'altérité biotique, où la posture de l'égal est au fondement de toute existence. *Certes, nous avons encore beaucoup à élaborer en ce sens.* Mais quoi qu'il en soit, nous l'avons dit, nous sommes malades de notre tendance à la domination du vivant. À l'échelle de chacune.e, nous souhaitons que se renoue, dans cette communauté, la perception (certes naïve, mais nécessaire) d'une alliance de survie avec l'existence.

Et, ponctuant le propos sur ce point, il y a plus encore des liens à tisser entre l'écoféminisme et l'engendrement biorégional visé, ces deux mouvements ayant pris corps simultanément dans le paysage théorique et pratique de l'Amérique du Nord au milieu du XXème siècle. L'écoféminisme est certes un vaste champ, composé de multiples racines et de branches. Il serait donc très prétentieux de vouloir les rassembler en un tout. Une des grandes théories développées par les écoféministes est toutefois l'imbrication de la domination faite sur les femmes et sur la nature : faire « *des liens entre l'exploitation et la brutalisation de la terre et de ses populations d'un côté, et la violence physique, économique et psychologique perpétrée quotidiennement envers les femmes* » (déclaration d'unité de Women and life on Earth citée in Burgart Goutal, 2020 : 24). Surtout, la création de mondes véritablement écologiques, et partant de biorégions, ne peut se réaliser qu'en adoptant des visions et pratiques écoféministes notamment dans les rapports qu'elles tissent avec le vivant.

4.4 L'ÉCOFÉMINISME ET SA PORTÉE BIORÉGIONALISTE

Loin des discours qui essentialisent le rapport femme-nature et ceux qui le renient : « *L'écoféminisme cherche donc une troisième voie, qui ne vise pas à briser par principe cette association femme-nature, mais plutôt à redéfinir la nature, et la relation que tous les humains entretiennent avec elle. Une fois universalisé et dégagé de ses connotations aliénantes, le "féminin" devient alors chez beaucoup d'écoféministes le symbole d'une part de chacun de nous à cultiver, celle qui serait la plus en lien avec le care, la sensibilité, l'appartenance au monde naturel, le "soi écologique" .* », le rappelle Jeanne Burgart Goutal dans un entretien pour Bastamag en 2021. Se tourner vers l'écoféminisme et les pensées décoloniales, c'est donc assurément faire en fait un pas vers d'autres avenir écologiques.

De fait, l'écoféminisme permet de déconstruire un certain nombre des chaînes qui nous aliènent. Le premier maillon de cette chaîne se trouve dans les institutions et leur traduction spatiale. L'Etat est évidemment un des nœuds du système que les écoféministes n'hésitent pas à critiquer, non seulement dans sa construction historique mais également en raison de toutes les institutions dont il a été le berceau, qu'il s'agisse d'école et de travail, de médecine et même ce jour de famille. Toutes ces institutions sont bien avant tout là pour l'exercice et la confortation du pouvoir des hommes. Face à cela, la force de l'écoféminisme est bien de révéler la construction patriarcale de ces institutions pour mieux déconstruire les mythes et réalités sur lesquels ils reposent : émancipation de la femme par la médecine ? Qui oserait dire ça après avoir pris connaissance des objets de torture inventés par les hommes pour déposséder les femmes de leur accouchement. L'école, lieu d'apprentissage de l'égalité ? Qui oserait dire ça après s'être rendu compte que l'essentiel des personnages historiques

présentés dans les livres d'histoire sont des hommes. Le travail lieu de réalisation de toutes et tous ? Qui oserait dire ça alors que les inégalités salariales sont belles et bien présentes et que le travail domestique et d'éducation s'exercent encore gratuitement. La précarité et l'exploitation des femmes sert l'État capitaliste et ses institutions.

Par ailleurs, et non sans liens non moins directs au sujet biorégional, les écoféministes invitent à penser la ville comme le lieu par excellence du pouvoir patriarcal. Les civilisations urbaines reposent sur, nous l'avons vu, une domination de la nature, mais aussi sur une exploitation des femmes (Maële, 2020) : qui produit la main d'œuvre nécessaire au projet d'expansion et de croissance urbaine si ce n'est le ventre des femmes ? Qui rase les murs et ne sort pas après une certaine heure par peur, si ce n'est les femmes ? Qui vient nettoyer les grands bureaux des métropoles rayonnantes, sinon les femmes racisées ? Qui ne cesse d'être minimisé et dévalorisé dans les scènes politiques urbaines si ce n'est les mères ? La ville est construite par les hommes pour les hommes et contre les femmes. Pour les plus radicales d'entre-elles, les écoféministes, en partant des villes et en proposant d'autres lieux de vie, cherchent à se libérer des chaînes de l'oppression urbaine.

En outre, la civilisation est construite sur une culture extractiviste, militariste qui valorise les savoirs de la rationalité. Les écoféministes réfutent cette culture en défendant d'autres savoirs. La connaissance des plantes, des saisons, du corps, de l'esprit, des émotions etc. tout cela fait partie des savoirs fondamentaux pour créer d'autres sociétés. Ces savoirs ne sont pas à ériger comme les nouveaux savoirs universels car il n'est pas question d'adopter les réflexes patriarcaux ...

'... d'imposition. Au contraire, il s'agit d'accepter la multiplicité et la diversité de ses savoirs que chacun·e peut faire sien.n.e. Les écoféministes, par l'adoption d'autres spiritualités, montrent un chemin d'apaisement, d'attention et d'empathie avec l'ensemble des êtres vivants. En consacrant des plantes, en célébrant les saisons, en développant des spiritualités animistes, elles créent bien une harmonie entre leurs propres corps et les altérités vivantes. Adopter un regard écoféministe sur le monde, *c'est réfuter l'imaginaire de domination sur le vivant*. C'est sortir d'un rapport froid et distant avec les mondes qui nous entourent. Les écoféministes invitent à changer de regard : ne plus penser et voir le monde depuis les yeux de l'homme blanc occidental mais plutôt des femmes mapuches ou bien des sorcières.

Enfin, l'écoféminisme est avant toute une lutte. Elle n'est plus question d'une accommodation avec la pouvoire, elle ne peut exister au sein de cette système de dominations et hiérarchie, au contraire, et c'est bien pour ça qu'elle n'est pas acceptée. Que ce soit dans la revendication de la non-mixité, dans l'action directe contre les installations nucléaires ou bien dans la sécession dans des communautés de femmes, l'institution en place n'arrive pas à la récupérer car elle s'agit bien d'alternatives radicalement déstabilisantes, à l'inverse des agitations sur la municipalisme et autres alternatives systémico-compatibles. L'écoféminisme ne fait pas de concession, elle abrite et tient des mondes qui s'opposent véritablement à la système dominante et crée dans le même temps la richesse des mondes futures. En célébrant les liens indéfectibles qui nous unissent ensemble et avec les autres, l'écoféminisme ouvre alors la voie, la voix pour l'essor de mondes biorégionalistes. La biorégion sera radicale uniquement si elle se conjugue éco-anarchiquement mais surtout écoféministement. Elle sera alors libre et vivante !

BIBLIOGRAPHIE

Edward Abbey :

Abbey Edward, Le gang de la clef à molette, Jacques Mailhos (trad.), 2017e éd., Paris, France, Gallmeister, 1975, 487 p.

Mark Alizart :

Alizart Mark, Le coup d'état climatique, Paris, France, PUF, 2020, 88 p.

Alain Badiou:

Badiou Alain, Bourdieu Pierre, Butler Judith Pamela, Didi-Huberman Georges, Khiari Sadri et Rancière Jacques, Qu'est-ce qu'un peuple ?, Paris, France, la Fabrique éditions, 2013, 143 p.

Jérôme Baschet :

Baschet Jérôme, « 20 ans d'expérience zapatiste. Une utopie concrète pour sortir du désastre », EcoRev', 2017, n°44, pp. 91-98

Baschet Jérôme, Adieux au capitalisme : autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes, Paris, France, la Découverte, 2016, 206 p.

Peter Berg :

Berg Peter, Dasmann Raymond et Rollot Mathias, « Réhabiter la Californie », EcoRev', 10 mai 2019, N° 47, no 1, pp. 73-84, URL : <https://www.cairn.info/revue-ecorev-2019-1-page-73.htm>.

Emmanuelle Bonneau :

Bonneau Emmanuelle, « La planification paysagère, de la prescription à la co-production du territoire. Deux situations d'atelier en comparaison entre l'Italie et la France », URBIA. Les Cahiers du développement urbain durable, 2018, URL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02105936>.

Murray Bookchin :

Bookchin Murray, L'écologie sociale : penser la liberté au-delà de l'humain, Marin Schaffner (trad.), Marseille, France, Éditions Wildproject, 2020, 324 p.

Bookchin Murray, Urbanization Without Cities: The Rise and Decline of Citizenship, Montréal ; New York, Black Rose Books, 1992, 340 p.

Bookchin Murray, Notre environnement synthétique: la naissance de l'écologie politique, 2017e éd., Lyon, France, Atelier de création libertaire, 1962, 278 p.

Jeanne Burgart Goutal:

Burgart Goutal Jeanne, « Réduire l'écoféminisme à des trucs de meuf version écolo, c'est dévoyer une pensée profondément radicale », entretien réalisé par Barnabé Binctin, 25 janvier 2021, URL : <https://www.bastamag.net/Ecofeminisme-feminisme-Jeanne-Burgart-Goutal-entretien-philosophie-politique>.

Burgart Goutal Jeanne, Être écoféministe : théories et pratiques, Paris, France, L'échappée, 2020, 317 p.

Ernest Callenbach :

Callenbach Ernest, Écotopia: notes personnelles et articles de William Weston, Brice Matthieussent (trad.), 2018e éd., Paris, France, Éditions rue de l'échiquier fiction, 1975, 298 p.

Julie Celnik :

Celnik Julie, « La biorégion de Cascadia, territoire de la décroissance », in Gouverner la décroissance. Politiques de l'Anthropocène III., Presses de Sciences Po, 2017, p. 119_136, URL : <https://www.cairn.info/gouverner-la-decroissance--9782724619850-page-119.htm>.

Celnik Julie, « La Cascadia, laboratoire du modèle biorégionaliste étatsunien », Revue française detudes americaines, 2015, N° spécial 145, no 4, pp. 117-129, URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-etudes-americaines-2015-4-page-117.htm>

BIBLIOGRAPHIE

Grégoire Chamayou :

Chamayou Grégoire, *La société ingouvernable : une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, France, la Fabrique éditions, 2018, 326 p.

Bernard Charbonneau :

Charbonneau Bernard, *Le système et le chaos*, 2012e éd., Paris, France, Sang de la terre, 1973, 302 p.

Le Conseil Nocture :

Conseil nocturne, *Habiter contre la métropole*, Paris, France, Éditions divergences, 2019, 95 p.

Arturo Escobar :

Escobar Arturo, *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'occident*, Seuil, 2018, 225 p.

Guillaume Faburel :

Faburel Guillaume, *Pour en finir avec les grandes villes : manifeste pour une société écologique post-urbaine*, Paris, France, Le Passager clandestin, 2020, 169 p.

Faburel Guillaume, *Les métropoles barbares. Démondialisation la ville, désurbaniser la terre*, Clermont-Ferrand, France, le Passager clandestin, 2018 (rééd. 2019), 431 p.

Renaud Garcia :

Garcia Renaud, « Murray Bookchin et Edward Abbey », *Pièces et Main d'Œuvre*, 2020, consulté le 2 février 2021, URL : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1391.

Félix Guattari :

Guattari Félix, *Qu'est-ce que l'écosophie ?*, Fécamp, France, Lignes, 2018, 591 p.

Byung-Chul Han :

Han Byung-Chul, *Psychopolitique: le néolibéralisme et les nouvelles techniques de pouvoir*, Olivier Cossé (trad.), Strasbourg, France, Circé, 2016, 119 p.

François Jarrige :

Jarrige François, « Redécouvrir le « sauvage » à la fin du XIXe siècle. L'expérience des anarchistes naturiens », *Revue Sauvages*, 2020, URL : <http://revuesauvages.org/index.php/2020/09/18/jarrige-naturiens/>

Pierre Kropotkine :

Kropotkine Pierre, *L'entraide : un facteur de l'évolution*, 2020e éd., Québec, Canada, Les Editions Ecosociété, 1902, 412 p.

Bruno Latour :

Latour Bruno, *Face à Gaïa : huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, France, La Découverte, 2015, 398 p.

Aldo Leopold :

Leopold Aldo, *Almanach d'un comté des sables : suivi de*, Anna Gibson (trad.), 1995e éd., Paris, France, Aubier, 1949, 289 p.

BIBLIOGRAPHIE

Maële :

Maële, « Masculinisme et métropoles : deux faces d'un même visage, celui de l'homme », *Revue Sauvages*, 2020, URL : <http://revuesauvages.org/index.php/2020/09/22/giard-masculinisme-metropoles/>

Alberto Magnaghi :

Magnaghi Alberto, *La biorégion urbaine : petit traité sur le territoire bien commun*, Emmanuelle Bonneau (trad.), Paris, France, Eterotopia France, 2014, 174 p.

Magnaghi Alberto et Fiori Sandra, « Les territoires du commun », *Métropolitiques*, 10 mai 2018, URL : <https://metropolitiques.eu/Les-territoires-du-commun.html>.

Magnaghi Alberto, Raiola Marilène et Petita Amélie, *Le projet local. Manuel d'aménagement territorial*, 2010e éd., Sprimont, Belgique, Mardaga, 2003, 123 p.

Baptiste Morizot :

Morizot Baptiste, *Manières d'être vivant*, Actes Sud, 2020, 336 p.

Morizot Baptiste, *Les diplomates : cohabiter avec les loups sur une autre carte du vivant*, Marseille, France, Éditions Wildproject, 2016, 314 p.

Philippe Pignarre & Isabelle Stengers :

Pignarre Philippe et Stengers Isabelle, *La sorcellerie capitaliste : pratiques de désenvoûtement*, 2007e éd., Paris, France, La Découverte, 2005, 226 p.

Élisée Reclus :

Reclus Élisée, *Nouvelle géographie universelle, la terre et les hommes*, Paris, France, Hachette, 1876.

Mathias Rollot :

Rollot Mathias, « Le biorégionalisme américain », *EcoRev'*, 10 mai 2019, N° 47, no 1, pp. 85-95, URL : <https://www.cairn.info/revue-ecorev-2019-1-page-85.htm>.

Rollot Mathias, *Les territoires du vivant : un manifeste biorégionaliste*, Paris, France, Éditions François Bourin, 2018, 145 p.

Kirkpatrick Sale :

Sale Kirkpatrick, *L'art d'habiter la terre: la vision biorégionale*, Mathias Rollot et Alice Weil (trad.), Marseille, France, Éditions Wildproject, 2020, 272 p.

James C. Scott :

Scott James C., *Homo domesticus : une histoire profonde des premiers États*, Marc Saint-Upéry (trad.), Paris, France, La Découverte, 2019, 301 p.

Agnès Sinaï :

Sinaï Agnès, Cochet Yves et Thévard Benoît, *Le Grand Paris après l'effondrement : pistes pour une Île-de-France biorégionale*, Marseille, France, Wildproject, 2020, 137 p.

Simon Springer :

Springer Simon, *Pour une géographie anarchiste*, Québec, Canada, Lux Editeur, 2018, 260 p.

Henry David Thoreau :

Thoreau Henry David, *La désobéissance civile*, 2016e éd., Paris, France, Libro, 1849, 64 p.

